

# Le mécontentement des travailleurs dans les entreprises

P.11 à 15 et P. 20

## Lutte ouvrière

1979

Longwy-Denain :

la colère des  
sidérurgistes  
faisait reculer  
le gouvernement

P. 10-11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 819 - 11 février 1984 - prix : 6 F

### LIBAN :

## Reagan choisit la retraite précipitée pour éviter la retraite anticipée



**Les restructurations  
industrielles de Mauroy :**

**DES LICENCIEMENTS  
POUR  
LES TRAVAILLEURS  
DES SUBVENTIONS  
POUR  
LE PATRONAT**

P. 5

## Dans le monde

Page 6 :

- Israël : nouvelles manifestations contre l'occupation du Liban.
- Les charités de Thatcher.

Page 7 :

- Liban : Gemayel à l'heure du bilan.

Page 8 :

- Nouveaux raids contre le Nicaragua.
- La Grenade fête ses 10 ans « d'indépendance ».

Page 9 :

- USA : record de pauvreté pour Reagan.
- Derrière la reprise économique, la réduction des salaires.

## En France

Page 4 :

- Réfugiés politiques : sortie à gauche.
- Cinéma de minuit au Parlement.

Pages 10 et 11 :

- 1979, Longwy-Denain : la colère des sidérurgistes fait reculer le gouvernement.

Pages 12 et 13 :

- URSSAF Montreuil ; Dassault Saint-Cloud ; ONET Gare du Nord ; Norton La Courneuve ; CRAM Rouen ; SNECMA.

Pages 14 et 15 :

- Lycée Chéroux (Vitry).
- CHR Bordeaux ; hôpital de Roanne ; Marseille ; Thecla (Delle 90) ; Renault Cléon ; Spécia Saint-Genis ; Laval ; Chaignaud (Charente).

Page 20 :

- Dans les banques, 24 heures de grève pour la revalorisation des salaires.

## Culture

Pages 16 et 17 :

- Télé : les allergies des « anciens de l'Indo ».
- Exposition : La mémoire murale politique des Français.

Pages 18 et 19 :

- Livres : *Le grand frère* d'H. Carrère d'Encausse ; *Andropov au pouvoir* de J. Medvedev.
- Deux livres sur les origines de l'homme : *Lucy, une jeune fille de 3 500 000 ans* de D. Johanson et M. Edey ; *Le singe, l'Afrique et l'homme* d'Yves Coppens.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## L'insurrection du 12 février 1934

Février 1934, l'artillerie lourde de l'armée autrichienne tirait sur les quartiers ouvriers de Vienne. Le gouvernement autrichien, sous la direction du chancelier Dollfuss, avait décidé d'en finir avec le Parti Social-Démocrate qui venait de lancer un appel à la grève générale et dont les milices, le Schutzbund, avaient été mobilisées pour défendre les locaux du parti et les quartiers ouvriers contre les perquisitions et les arrestations auxquelles les forces de l'ordre procédaient depuis plusieurs semaines.

Cette révolte ouvrière, qui débuta le 12 février 1934 au matin à Linz, en Haute-Autriche, s'étendit dans la journée même à Vienne, Graz, Steyr et dans les régions industrielles de Haute-Styrie, et que l'armée finit par écraser après quatre jours de combats acharnés, avait été au départ une manifestation de colère spontanée, un réflexe de défense parti de la base du Parti Social-Démocrate, face aux attaques du gouvernement de Dollfuss qui s'appuyait sur les organisations fascistes autrichiennes.

Depuis trois ans la classe ouvrière autrichienne connaissait une situation de plus en plus dure : accroissement du chômage, baisse des salaires due à la crise économique, mesures d'austérité draconiennes, licenciements de fonctionnaires, réduction des allocations chômage, augmentation des taxes... A ses attaques économiques s'ajoutaient les attaques directes contre le mouvement ouvrier. Elu chancelier en mai 1932, Dollfuss, un des leaders du parti de droite Chrétien-Social, ne cachait pas ses sympathies pour l'extrême-droite, et notamment pour les Heimwehren, les milices fascistes dirigées par le commandant Fey. Il se disait bien décidé à effectuer « le déblaiement des décombres révolutionnaires », selon l'expression utilisée par la droite de l'époque pour parler du mouvement ouvrier. Il abrogea la liberté de la presse, le droit de grève. En mars 1933 il renvoya le Parlement et annonça la création d'un nouvel « Etat autoritaire et corporatif », à l'imitation de Mussolini. Il rétablit la peine de mort, interdit les milices socialistes, le Schutzbund, et, en mai 1933, interdit le Parti Communiste Autrichien, dont un grand nombre de militants furent envoyés dans des camps de concentration. Les militants socialistes et les militants syndicaux étaient eux aussi pourchassés.

Au mois de janvier 1934, le commandant Fey, le chef

des Heimwehren fascistes, était nommé directeur des forces de police et de la sûreté. La loi martiale fut décrétée et la première exécution en vertu de cette loi eut lieu le 11 janvier 1934. Les perquisitions se multipliaient dans les locaux sociaux-démocrates, de nombreux militants étaient arrêtés : ainsi le 3 février 1934 furent arrêtés simultanément presque tous les chefs de district et d'arrondissement des milices socialistes.

Le 10 février 1934 le président du Parti Social-Démocrate, Seitz, était relevé de ses fonctions de maire de Vienne. Il fallait en finir avec « Vienne la rouge », comme Dollfuss l'avait promis à son ami Mussolini quelques mois plus tôt. Il s'agissait là d'une véritable provocation de la part du gouvernement. Pourtant la réaction ne vint pas directement de Vienne, et encore moins de la direction du Parti Social-Démocrate qui jusque-là avait accepté sans combat tous les reculs, mais de la base qui depuis des mois bouillonnait. Le 11 février les dirigeants sociaux-démocrates de la ville de Linz annoncèrent, contre l'avis de la direction du parti, que si l'armée venait perquisitionner leurs locaux ils se défendraient les armes à la main. Le 12 février à six heures du matin, une quarantaine de membres du Schutzbund de Linz s'opposèrent par les armes à la police venue pour investir le quartier général du Parti Social-Démocrate de Haute-Autriche. Ainsi commença le combat des travailleurs autrichiens pour la défense des derniers vestiges de libertés démocratiques dans leur pays.

Mais c'est presque à contre-cœur que, dans la matinée du 12 février, à Vienne, la direction nationale du parti lança enfin un appel à la grève générale et à la mobilisation générale du Schutzbund, comme le lui demandait un message envoyé d'urgence par les insurgés de Linz.

Une vingtaine de milliers d'hommes du Schutzbund se mobilisèrent alors. Mais ils n'avaient pas de plan de bataille, alors que l'armée se lança, elle, méthodiquement à l'assaut des quartiers ouvriers de Vienne. Les ouvriers se défendirent immeuble par immeuble, au point que le gouvernement décida d'avoir recours à l'artillerie.

Des combats tout aussi violents se déroulèrent dans les principales villes d'Autriche et toutes les régions industrielles. L'armée appuyée par les milices fascistes, les Heimwehren, net-

tement supérieure en nombre et évidemment encore plus en matériel, mit quatre jours à venir à bout de l'insurrection. Le nombre de morts du côté des ouvriers fut de 1500 à 2000, selon les estimations du Parti-Social-Démocrate, et les blessés 5000. De nombreux militants socialistes furent traînés en cour martiale, dont neuf furent condamnés à mort et exécutés sur le champ. Le Parti Social-Démocrate fut dissous et ses militants pourchassés allaient rejoindre dans les camps les militants communistes. La voie était ouverte pour une révolution encore plus résolument dictatoriale du régime autrichien, précédant l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par Hitler en 1938.

L'insurrection autrichienne de février 1934 fut vaincue non seulement parce qu'elle avait manqué de direction à cause de l'irrésolution jusqu'au dernier moment des dirigeants du parti. Elle fut aussi vaincue parce que les militants, qui se battirent avec courage, sont la plupart du temps restés isolés. Pourtant, en 1930, le Parti Social-Démocrate avait encore recueilli 41 % des voix dans le pays, et aux élections professionnelles il recueillait 85 % des suffrages, contre seulement 4 % au Parti Communiste. C'est dire à quel point le fait qu'il se soit refusé à toute lutte contre les mesures anti-ouvrières prises depuis 1931, se contentant de chercher à chaque fois à négocier des arrangements avec le gouvernement, avait laissé la classe ouvrière déçue et démoralisée. La direction du parti avait tout accepté sans réagir, y compris l'interdiction du Parti Communiste, y compris l'arrestation de ses propres militants. Et lorsqu'il se décida enfin à appeler le 12 février à la grève générale, il ne fut que très peu suivi. Rares furent les entreprises qui firent grève. Et même, dans les combats, les ouvriers démoralisés ne montrèrent qu'une « sympathie passionnée » d'après les mots de Julius Deutsch, un dirigeant des milices socialistes. Seuls quelques militants socialistes et une poignée de militants communistes participèrent aux combats.

Et c'était bien la trahison par le Parti Social-Démocrate des intérêts et des luttes de la classe ouvrière, au cours des premières années de la crise qui laissa finalement en février 1934 les propres militants de ce parti isolés face à la répression

Sylvie MARECHAL

# Editorial

## LIBAN : Reagan choisit la retraite précipitée pour éviter la retraite anticipée

**L'**HEURE de la retraite a sonné pour les troupes occidentales au Liban. C'est l'invasion du Liban par les troupes israéliennes qui avait permis l'arrivée au pouvoir, en septembre 1982, du clan Gemayel, chef de l'extrême-droite réactionnaire et minoritaire dans le pays. Mais quelques mois plus tard, lorsque les troupes israéliennes se sont partiellement retirées du Liban, ce sont des détachements militaires des pays occidentaux qui ont dû prendre le relais pour assurer le maintien du gouvernement de Gemayel. Les USA, bien sûr, y étaient en tant que gendarme en chef de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Et pour la France, il s'agissait de reprendre du service dans ses anciennes colonies — et le Liban a toujours été pour elle une quasi colonie — pour préserver les intérêts des banques françaises au Liban, quitte à y sacrifier quelques soldats.

Mais, dans la guerre civile qui a ravagé depuis le Liban, la présence américaine, française, anglaise et italienne n'a pas suffi à obliger la majorité de la population du Liban à renoncer à combattre pour ses aspirations contre un régime qui lui était imposé, et par Israël, et par les puissances occidentales. Car les troupes américaines ou françaises ne maintinrent pas longtemps l'hypocrisie de leur neutralité.

Le raid français sur Baalbek n'a pas été que symbolique mais il a aussi été loupé. Mais les bombardements américains, autrement plus meurtriers, n'ont pas réussi à anéantir les milices musulmanes représentant la majorité de la population pauvre du Liban.

La présence des troupes occidentales a seulement contraint la population à payer le prix fort pour la chute du régime. Elle l'a payé de milliers de morts, de la destruction de ses villages et de quartiers entiers de Beyrouth, de la misère accrue. Car ce sont les pauvres qui ont payé le plus lourd tribut à cette guerre contre les riches qu'était en réalité la guerre civile libanaise, derrière son apparence de guerre nationale et religieuse.

Mais la puissance de feu cela ne suffit pas toujours contre une population qui se défend. Les USA en avaient fait l'expérience au Vietnam. Ils en ont fait à nouveau

l'expérience au Liban. Et au Liban, justement, les USA viennent de décider leur retrait pour ne pas avoir à augmenter la mise.

Si le courage et l'héroïsme des combattants musulmans sont détournés vers des objectifs religieux ou nationalistes qui sont des pièges pour les peuples, si les dirigeants nationalistes sont des faux amis pour les pauvres, il n'en demeure pas moins que les impérialistes sont leurs vrais ennemis. Et pour les USA il ne restait plus qu'à engager des hommes en renfort, beaucoup d'hommes, ou à se retirer.

Bien sûr, l'armée israélienne aurait peut-être pu servir à nouveau. Mais apparemment, du moins jusqu'à présent, cela ne s'est pas fait. Peut-être que la population israélienne accepte de plus en plus difficilement les sacrifices qu'impose la guerre, sans compter qu'une fraction non négligeable de la population israélienne n'admet pas les massacres et les injustices qu'on commet en son nom.

Alors l'impérialisme américain a choisi de retirer ses troupes. Bien sûr, Reagan doit compter avec le fait que les élections présidentielles américaines auront lieu dans quelques mois. Mais, élections ou pas, ce retrait signifie que Reagan n'a pas voulu prendre le risque d'affronter le mécontentement du peuple américain qui n'aurait pas accepté sans réagir de voir partir des milliers et des milliers de soldats américains pour aller faire la guerre au Liban.

Ce que Reagan a pu se permettre contre la toute petite île de Grenade, se révèle bien plus difficile à envisager contre la population d'un pays de près de quatre millions d'habitants qui a fait depuis deux ans la preuve de sa capacité à se battre et à se sacrifier.

Eh oui, Reagan n'est pas encore prêt à faire la guerre à un peuple qui peut se défendre, et il faut s'en réjouir !

Reagan craint la détermination des peuples du Moyen-Orient. Mais il craint aussi, et surtout, finalement, les réactions du peuple américain.

Une crainte bien salutaire !

Arlette LAGUILLER

## Indemnisation du chômage :

### Diminution générale des durées et montants

Dans la nuit du 8 au 9 février, gouvernement, patronat et syndicats se sont mis d'accord sur le deuxième volet du nouveau mode d'indemnisation du chômage, à savoir la part qui sera à la charge de l'Etat dans cette indemnisation.

Contrairement à l'accord précédent sur le régime d'indemnisation par l'UNEDIC, l'accord du 9 février concernant les allocations-chômage particulières versées par l'Etat a reçu l'approbation de la CGT et de la CFDT.

En ce qui concerne les montants, tout le monde n'y gagnera pas. L'allocation aux chômeurs de longue durée restera à 40 F par jour. Mais elle

sera portée à 60 F pour les chômeurs de plus de 50 ans et à 80 F pour ceux de plus de 55 ans. Par contre, l'ancienne « allocation forfaitaire » qui était de 50,57 F pour les chômeurs de moins de 25 ans à la recherche d'un premier emploi et de 37,92 F pour les moins de 21 ans, sera désormais de 40 F.

Les modifications de ces régimes particuliers, désormais financés par l'Etat (qui ne sont pas toutes à l'avantage des chômeurs mais qui ont permis d'obtenir une unanimité syndicale) ne réussissent pas à masquer que l'ensemble de la réforme des allocations-chômage qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril prochain se

traduit dans la plupart des cas par une baisse du montant des indemnités versées et par une réduction souvent importante des durées d'indemnisation.

D'abord l'allocation dite « spéciale » accordée aux licenciés pour cause économique, qui avait été déjà largement amputée, a été définitivement supprimée. Un licencié économique qui gagnait 5.000 F de salaire touchait jusqu'à maintenant 4.450 F pendant 3 mois, puis 4.200 F pendant le second trimestre : il ne touchera plus que l'allocation de base dès le début, soit 3.300 F.

La durée pendant laquelle sont versées les allocations réduira

aussi grandement le montant total des indemnisations, un chômeur se trouvant bien plus vite au taux plus réduit de la simple allocation de fin de droit. Et cela sera sensible y compris pour les chômeurs âgés de plus de 50 ans pour lesquels les durées d'indemnisation restent plus longues que pour un chômeur plus jeune, mais pour lesquels on a introduit une dégressivité sur le montant de son allocation. Ainsi un chômeur entre 50 et 55 ans qui gagnait 5.000 F par mois touchait l'allocation à taux plein pendant 42 mois, soit 3.300 F : il ne les touchera plus que pendant 18 mois, puis pendant 9 mois 2.970 F, puis

pendant les 9 mois suivants 2.673 F... Soit une perte totale par rapport à l'ancien système de 45.000 F ! Seuls (à la demande de la CGC) les cadres gagnent au changement, l'allocation de chômage de base pour un salarié à plus de 6.775 F étant fixée à 60 % de son salaire. Pour les gros salaires c'est bien plus avantageux que le régime antérieur.

Pour ne pas avoir à faire payer les patrons, on a comblé le déficit des caisses de chômage sur le dos des contribuables, et sur celui de la majorité des chômeurs... jusqu'à ce que l'augmentation du chômage crée un nouveau trou dans les caisses.

Olivier BELIN

## Sortie à gauche

Un jeune Kurde de 24 ans et un jeune Ghanéen de 30 ans, qui avaient demandé le statut de réfugié politique, ont été expulsés le 5 février et embarqués à bord d'avions à destination de leurs pays d'origine.

L'un comme l'autre s'étaient présentés spontanément à la préfecture. Le jeune Kurde, Veli Menes, avait même contacté, l'Office pour les réfugiés et apatrides (l'OFPRA), chargé de délivrer le statut de réfugié politique. Mais, à peine s'étaient-ils présentés dans les locaux de la préfecture d'Epinal qu'ils étaient arrêtés, et dès le lendemain, traduits — en saisine directe — devant le tribunal. En vingt minutes, sans même prendre le temps de vérifier en quoi que ce soit leurs

déclarations sur leurs raisons de demander le statut de réfugié politique, la justice décidait leur rapatriement vers leurs pays d'origine.

Contacté par un responsable de la Ligue des Droits de l'Homme qui se trouvait sur les lieux par hasard, le directeur de cabinet du préfet des Vosges finit par leur accorder un délai de six jours, conformément à la loi, pour permettre à l'OFPRA de vérifier leurs dires. Il assortit sa décision d'un commentaire qui montrait clairement qu'en ce qui le concerne, sa religion était faite : il faut bien endiguer « tout ce flot de Kurdes que l'Allemagne rejette et que nous récupérons. Quant au Ghanéen, c'est un étudiant qui tente sa

chance. Comme d'autres », aurait-il déclaré au responsable de la Ligue des Droits de l'Homme.

Comme quoi, s'il arrive — de moins en moins souvent, il est vrai — à certains hommes politiques de gauche de célébrer hypocritement « la France, terre d'accueil et de liberté », les responsables de l'administration ont, eux, un langage beaucoup plus cru... et n'hésitent pas à agir en conséquence. De fait, trois jours plus tard, alors que le délai prévu par la loi n'était pas expiré, le jeune Kurde et le jeune Ghanéen étaient embarqués à bord d'avions à destination de leurs pays d'origine, où nul ne sait ce qu'ils sont devenus.

Un comportement qui ne sent pas la rose.

Michel RITTER

## En avoir (fiscal)... ou pas

Pour les revenus de 1983, la contribution sociale de 1 % du revenu imposable est maintenue. Aux salariés et à tous ceux qui vivent de leur travail, on présente cela comme une mesure de solidarité. Solidarité forcée, certes, mais solidarité tout de même.

Mais pour les riches qui tirent leurs revenus du capi-

tal et qui ont le privilège d'utiliser l'avoir fiscal pour diminuer leurs impôts, ce n'est plus une question de solidarité.

S'ils ont plus d'avoir fiscal que d'impôts à payer, ils peuvent utiliser ce qui leur reste d'avoir fiscal pour diminuer leur « contribution sociale », voire l'annuler complètement. C'est écrit

au bas de la page 7 de la notice que J. Delors a adressée aux contribuables pour remplir la déclaration des revenus.

Ainsi, tout le monde est solidaire, mais il y en a qui sont plus solidaires que d'autres... Toujours les mêmes, d'ailleurs.

Claude CHARVET

## Deux salaires pour les postiers?



Des non-dépenses pour des services utiles  
Du gaspillage pour des engins nuisibles

(AFP)

Dans la notice explicative de la déclaration des revenus de 1983, préfacée par une petite lettre aux contribuables écrite de la main de Delors, le ministère des Finances se fait prendre en flagrant délit de mensonge.

En effet la dernière page comporte une sorte de tableau en forme de puzzle, qui tente d'expliquer et de justifier l'utilisation de l'argent des impôts. A côté de « la défense », de « la recherche », de « la formation et l'éducation des hommes » et d'autres rubriques, figurent « les services généraux du pays ». On y apprend que l'Etat entretient 120 000 policiers, 4 500 diplomates à l'étranger, 5.500 magistrats dans 900 juridictions et... 480.000 postiers.

Malheureusement pour la démonstration du ministère des Finances, les postiers ne sont pas payés par les impôts, mais directement pas les usagers, puisque le

budget des PTT est le seul budget ministériel qui fonctionne comme celui d'une entreprise où les recettes équilibrent les dépenses.

Toutes les dépenses des PTT, y compris évidemment les salaires des postiers, sont couvertes par les recettes de la poste et des télécommunications. Les PTT font même des bénéfices et, pour la troisième année consécutive, le gouvernement a décidé de puiser quelques milliards de francs dans les caisses des PTT pour renflouer un peu les caisses de l'Etat.

Alors, s'agit-il d'une erreur grossière, ou est-ce la volonté de gonfler indûment les dépenses « utiles » ?

A moins que J. Delors ait décidé de verser un deuxième salaire aux postiers, dont le travail est certainement plus utile que celui que font les militaires !

Claude CHARVET

## Cinéma de minuit au Parlement

C'est une véritable tempête qui a secoué le Parlement dans la nuit du vendredi 3 février : une sanction qui n'avait pas été utilisée depuis 1950, la « censure simple » a été prise à l'encontre de trois députés de l'opposition, le RPR Jacques Toubon, les UDF Alain Madelin et François d'Aubert.

Quel était donc le motif de cette empoignade histo-

rique ? La veille, les rues de Paris avaient connu les clameurs des employés de banque en grève pour leur pouvoir d'achat. A l'autre bout du pays, les chemins de fer ne se remettaient pas encore des coups de colère des paysans bretons. Deux jours plus tôt, c'était les enseignants qui avaient cessé le travail.

Mais nos députés, eux,

avaient d'autres chats à fouetter : un député de l'opposition avait brandi un numéro poussiéreux d'une revue d'après-guerre - *Votre beauté* - dont Mitterrand s'était un temps trouvé directeur de la société éditrice. *Votre beauté* risquait-elle d'enlaidir le passé du Président ?

Tous les députés de gauche sont immédiatement montés sur les grands chevaux. Aux trois mousquetaires de l'opposition qui les asticotaient en répétant : « Que faisait M. Mitterrand au lendemain de la guerre ? », ils exigèrent, « au nom de la morale », qu'ils présentent des excuses.

Sensible à la grandeur d'une telle empoignade, un des (nombreux) députés alors absents, le général de Bénouville, qui regardait jusque-là les débats d'un œil distrait... à la télévision, décida de sauter sur l'occasion pour apparaître lui aussi sur le petit écran. Abandonnant son livre de

chevet, le général accourut sur le champ de bataille, dont les Français ignoraient encore tout, et tenta d'obtenir un armistice.

Mais le drapeau blanc du général-député ne fit pas l'affaire de nos gladiateurs. Louis Mermaz, le président socialiste de l'Assemblée trouva que, pour un débat sur la réforme de la presse, une « censure simple » c'était tout de même plus à la hauteur. Et cela arrangea bien les trois mousquetaires, qui demandèrent sur le champ une suspension d'audience, pour aller poser devant les photographes, dans le rôle de martyrs.

Et Jacques Chirac, lui, a écrit une lettre publique à Mitterrand pour protester contre les tentatives « de réduire impunément au silence les parlementaires de l'opposition ». En fait de « silence », la « censure simple » se cantonne à la privation, pour la durée d'un mois, de la moitié de l'indemnité parlementaire.

Les pauvres députés ne toucheront donc que 11.636 F par mois, auxquels il faut ajouter 698 F d'indemnité de résidence et 5993 F d'indemnité de fonction qui restent intacts, ce qui représente tout de même 18.328 F chacun pour boucler leur fin de mois.

C'est encore bien cher payé pour le cirque que l'on fait au Parlement. Cette semaine, c'est sur le suicide, en novembre 1936, de Roger Salengro (le ministre de l'Intérieur de Léon Blum) que les députés se sont empoignés. Bientôt Jeanne d'Arc et Vercingétorix...

Alors, tant qu'à faire, c'est à tous les députés qu'on devrait retirer la moitié de leur paye. Il y a des chômeurs en fin de droits qui ne seraient pas mécontents d'en toucher le quart de la moitié. Et puis, si ça amenait les députés à réduire de moitié le nombre des idioties qu'ils sortent à l'Assemblée, ça ne serait pas un mal non plus.

Hervé MARTIN



Les trois députés sanctionnés se donnent en spectacle... à demi-tarif.  
Une avant-première ? (AFP)

# Les restructurations industrielles de Mauroy :

## Des licenciements pour les travailleurs, des subventions pour le patronat

Peu à peu, au fil des semaines, Mauroy peaufine son « plan de modernisation industrielle ». La chose n'est pas si simple : licencier sans en avoir l'air et en espérant que ça passe inaperçu, tout faire pour ne pas déclencher comme à Talbot la colère des travailleurs, demande de l'imagination et de la prudence !

Les 6 et 7 février, le Premier ministre s'est concerté avec les partenaires sociaux. Le 8 le Conseil des ministres a arrêté les grandes lignes du dispositif et il est ensuite prévu que s'ouvre en mars une seconde phase de concertation qui débouchera sur des mesures concrètes.

### POUR LES TRAVAILLEURS : L'ANTICHAMBRE DU CHÔMAGE ET DE LA DIMINUTION DES REVENUS

La grande idée de l'heure, ce sont les « congés-de conversion sidérurgie, chantiers navals, charbonnages ». Ces congés seront proposés à 10 ou 15 000 salariés au plus, que les patrons n'engageront plus à prendre la porte mais qu'ils enverront se former ailleurs. Et au bout de deux ans maximum ce sera le licenciement. La rupture du contrat pourrait intervenir en cas de reclassement du travailleur concerné, ou après le refus de deux offres d'emploi jugées acceptables (mais par qui ?). Le salarié en congé de conversion toucherait 70 % de son salaire antérieur. Une partie du salaire resterait à la charge de l'entreprise, l'autre serait versée par le FNE (Fonds National de l'Emploi). Cette mesure ne s'appliquera qu'aux travailleurs des entreprises nationalisées car pour l'instant il n'est pas question de mettre à contribution les patrons du privé pour qu'ils payent ne serait-ce qu'une partie des 70 %.

Mauroy se plaît à dire que ses mesures sont marquées du cachet de la gauche. Alors qu'il y a quelques années, les travailleurs licenciés pour raison économique partaient avec 90 % de leur salaire, aujourd'hui ils n'auront que 70 % et en plus ils devront aller à l'école. Elle est belle « l'empreinte » du gouvernement de gauche !

Autre mesure, une « allocation temporaire dégressive » sera versée aux licenciés qui accepteront un emploi plus mal payé. Suivent encore diverses dispositions plus classiques : maintien du système de pré-retraite FNE à 56 ans et deux mois et même dans certaines conditions à 50 ans.

En fait, pour toutes les mesures envisagées, le gouvernement se garde bien d'offrir de vraies garanties aux travailleurs. Au contraire, chaque coin du voile qu'il lève

découvre une dégradation des conditions de salaire et de travail.

### POUR LES PATRONS : RENAISSANCE DES AIDES ET FRANCS CADEAUX

Second pilier du plan gouvernemental, la création des « zones franches » ou, puisqu'il faut employer maintenant un terme qui fasse moins pays sous-développé, les « pôles de conversion ». Qu'importe le terme en fait pourvu qu'à la clé il y ait l'enveloppe. A combien se montera-t-elle ? On ne sait pas trop encore. Certains annoncent 4 à 5 milliards, d'autres 7, le tout prétendument pour « dynamiser » la création d'entreprises dans les zones concernées.

Ces zones sont au nombre de 14, parmi lesquelles les

bassins miniers avec Valenciennes, Denain, Carmaux, Decazeville ; la sidérurgie de Lorraine et du Nord ; les chantiers navals ; Caen, Montluçon...

Dans ces zones, le gouvernement a prévu au moins une dizaine de mesures qui, toutes, visent à subventionner les patrons ou à diminuer leurs charges : assouplissement du régime fiscal pour les créateurs d'entreprise, assouplissement des conditions d'exonération concernant l'impôt des entreprises nouvelles, suppression momentanée dans les zones de conversion du paiement des charges sociales au titre de la formation, du logement, et des transports en commun...

Et puis il y a d'autres mesures dont on a parlé ces temps-ci, telle cette prime de 40 à 50.000 francs offerte aux

patrons qui embaucheraient des salariés venant de branches en difficultés. Ce sera peut-être une des mesures que le gouvernement annoncera dans la seconde phase de concertation ?

### LES RÉACTIONS DES CENTRALES SYNDICALES

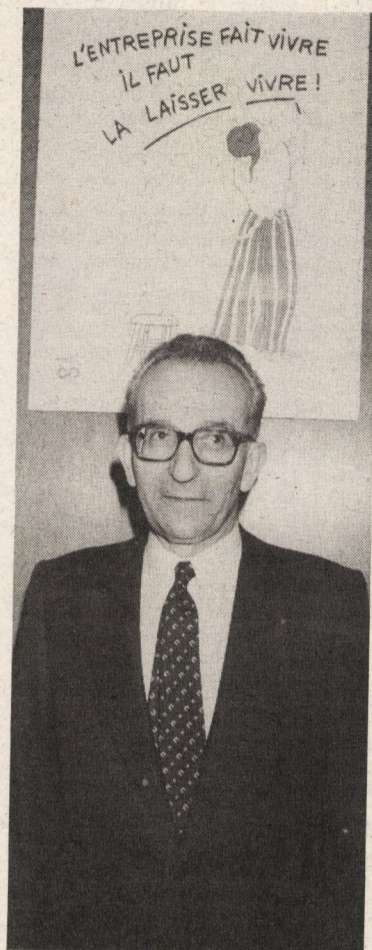
Tout le plan gouvernemental planifié, au bout du compte, les mesures d'austérité pour les travailleurs et les cadeaux pour les patrons.

Mais cela n'a pas empêché les syndicats de lui réserver un accueil plutôt sympathique. Il est vrai que Mauroy a promis de beaucoup discuter avec eux, alors... Krasucki a déjà ravalé son tocsin. Il a benoîtement expliqué que « la différence entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche, c'est qu'aujourd'hui se faire entendre est possible grâce à des actions bien appropriées qui réunissent le plus de syndicats ». Bergeron, influencé sans doute par Albert Simon, a déclaré : « Nous ne contestons pas les mutations technologiques, ce serait comme si nous nous prononcions contre la pluie ». Et Maire a « pris acte ».

Et les actions que proposent les syndicats sont à la mesure de leurs propos.

Annick MORIZET

Gattaz, le patron du CNPF, a été entendu et exaucé une nouvelle fois par Mauroy : les patrons auront de quoi « vivre », et plus que bien même ! (AFP)



## Quelle riposte pour les travailleurs ?

Après les journées d'action des chantiers, des mines, des banques, des cheminots, des travailleurs de la RATP, la CGT appelle ceux de la métallurgie le 15, les fonctionnaires le 16.

Mais pourquoi les uns après les autres et pas tous ensemble ? N'est-ce pas toute la classe ouvrière qui est frappée par le quasi blocage des salaires et par les licenciements massifs que prépare le gouvernement ?

Et pourquoi des journées d'action où l'action est émiettée, dispersée, à la carte : une heure de débrayage ici, une pétition là, 24 heures de grève ailleurs ?

Pourquoi la CGT n'appelle-t-elle pas franchement tous les travailleurs à faire grève ensemble, 24 heures pour commencer, afin qu'ils puissent se compter, mesurer et rassembler leurs forces, pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

Quand les partisans de l'école libre veulent faire une démonstration de force, c'est à 100 000 qu'ils descendent dans la rue. Les travailleurs, eux, sont des millions qui pourraient faire grève le même jour et manifester ensemble dans toutes les grandes villes du pays. Oui la classe ouvrière a les moyens de faire des démonstrations de force autrement plus impressionnantes.

Avec ses journées d'action, la CGT ne s'y prendrait pas autrement si elle voulait diviser, disperser les réactions des travailleurs au lieu de les unir, alors que déjà il n'est pas facile aux travailleurs de se défendre ensemble quand les licenciements les divisent.

Sans parler des autres centrales syndicales qui n'en font pas plus !

C'est dire que les dirigeants des centrales syndicales ne veulent rien unifier du tout. Ils ne veulent pas que le mécontentement des différentes fractions de la classe ouvrière puisse confluer en une puissante vague de colère. Les dirigeants des centrales syndicales ne veulent pas que les travailleurs usent de leur force, de toute leur force, pour faire vraiment peur aux patrons et au gouvernement, pour la bonne raison qu'ils sont solidaires du gouvernement.

Mais les travailleurs, eux, n'ont pas dit leur dernier mot. Et s'ils font entendre leur colère, on verra alors soudain patrons et gouvernement sortir de dessous la table les milliards qui leur manquent aujourd'hui pour que les travailleurs ne soient pas les seuls à faire les frais de la crise.

## Des stages Barre aux stages Mauroy une même politique

Le *Canard Enchaîné* du 8 février s'est livré à une petite mais instructive enquête sur l'efficacité de ces stages de formation qui, selon Mauroy, seraient une des « potions-miracles » censées résoudre les problèmes des licenciés en leur évitant le chômage.

Et le *Canard* de citer quelques chiffres dont ne se vantent évidemment pas le ministre de l'Emploi, celui de la Formation professionnelle ou encore Mauroy. Ainsi, en 1983, à peine sorties d'un stage de formation, plus de 130 000 personnes se sont directement inscrites au chômage dans le mois qui a suivi et, au ministère du Travail, on fait d'ailleurs remarquer que ce chiffre est sans doute sous-évalué, les anciens « formés » n'étant nullement obligés de s'inscrire comme tels à l'ANPE.

Cela tient sans doute, au moins en partie, à l'inadaptation de ces stages, comme le souligne cet article : en 1982, à l'AFPA, plus du tiers des stages était consacré au bâtiment (un des secteurs qui a le plus licencié, et continue à le faire), tandis que moins d'un stage sur dix concernait l'électricité

et l'électronique (secteurs que l'on dit d'avenir), sachant d'ailleurs que la plupart des formations proposées concernaient... la réparation d'appareils électroménagers !

Mais bien sûr, là n'est pas le vrai problème : formation ou pas, le patronat n'a nulle envie (en général) d'embaucher et dans les régions les plus touchées par le chômage, tel le Nord-Pas-de-Calais, comme le rapporte le *Canard Enchaîné*, même s'il y a de nombreux centres de formation, « le nombre des travailleurs surqualifiés qui en sortent et qui arrivent à trouver un emploi est encore inférieur à la moyenne nationale ».

Cela, le lillois Mauroy le sait parfaitement, lui qui, du temps où la droite était au gouvernement, dénonçait, comme tout le PS et le PC, les stages Barre comme des « stages-parkings » ne résolvant rien et ne servant finalement qu'à diminuer les statistiques du chômage.

Mais il faut croire que les vieilles recettes de la droite peuvent encore servir à la « gauche » gouvernementale, et pour les mêmes raisons.

Pierre LAFFITTE

## « Bercy pour eux »

Du monde et du gratin officiel: c'est sous ces auspices qu'ont débuté vendredi 3 février dernier les « Six jours de Paris ». Mais si l'ambiance de l'ancien Vel d'Hiv n'y était paraît-il pas, on peut dire que Chirac, lui, avait mis la gomme. C'est qu'il inaugurerait en grande pompe une « réalisation de la Ville de Paris » dont tout le monde sait qu'il est le maire.

Le *Canard enchaîné*, dans son dossier paru en juin 1982 sur « les enjeux du stade », se chargeait de rappeler à l'époque à quel point Chirac et son équipe pouvaient être liés à cette réalisation.

Dès sa prise de fonctions en 1977 Chirac, ayant compris l'intérêt de construire un nouveau Vel d'Hiv, fait accélérer les choses. Après avoir choisi le site, il confie la présentation du projet à Maurice Doublet, ex-préfet de Paris et son chef de cabinet à l'époque, lequel va s'empresse de rechercher l'approbation de diverses personnalités, tels Guy Drut, Alain Mosconi ou Michel Jazy qui, appartenant toutes au RPR, s'empressent d'approuver. Mais la logique ne s'arrête pas là. Chirac retient un projet présenté par l'agence d'architectes Andraut et Parat, plus particulièrement liée au RPR (d'après le *Canard enchaîné*, elle aurait eu beaucoup d'adjudications sous Pompidou et bien moins sous Giscard). Bien entendu, Chirac et Doublet présentent leur choix comme un souci d'économie (ne pas dépasser un devis de 200 millions, donc « éviter l'aventure » en choisissant des « architectes d'expérience »). Quand on voit aujourd'hui le coût total de l'opération (790 millions) on se demande à combien cela se serait élevé si Chirac et ses copains avaient choisi l'aventure !

Quant aux principes de rentabilisation de l'édifice, ils ont été définis par Christian de la Malène, maire-adjoint RPR de la ville de Paris: « Il va de soi que les services municipaux n'ont pas la vocation ni les moyens nécessaires à l'exercice d'une telle responsabilité qui requiert une expérience de professionnels ». Mais la ville participera au « contrôle » et, pour ce faire, sera amenée à participer pour 48 % à la société d'exploitation nouvellement créée et qui prendra le nom de Société anonyme du Palais Omnisports de Paris-Bercy. Cette société regroupe divers participants comme la Société nouvelle de la Tour Eiffel, la Régie Immobilière de la Ville de Paris, l'Office de Tourisme de Paris, le Comité national olympique et sportif français et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. Sur douze sièges, Chirac et ses compagnons en possèdent onze. Une chasse gardée, même vis-à-vis de Giscard à l'époque !

Une réalisation grandiose certes, qui sert le prestige du maire de Paris et qui, si elle a une incidence sur l'augmentation des impôts locaux payés par les Parisiens, aura permis de substantiels bénéfices aussi à certains « amis ».

André JUILLARD

# Nouvelles manifestations contre l'occupation du Liban

□ Samedi 4 février, à Jérusalem, une manifestation a rassemblé quelque 40 à 50 000 personnes. Répondant à l'appel du mouvement « La paix maintenant », les manifestants exigeaient le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban et commémoraient l'anniversaire de la mort du militant pacifiste Emil Grunzweig, tué en février 1983 par une grenade lancée sur un cortège qui demandait le départ du ministre de la Défense Ariel Sharon, mis en cause par la commission Kahane sur le massacre des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Incontestablement, la dernière manifestation organisée par « La paix maintenant » a été un succès et témoigne de l'opposi-

tion grandissante à la politique de l'actuel gouvernement israélien. Et, fait marquant et remarqué par nombre d'observateurs, la manifestation, bien que regroupant essentiellement des étudiants, des enseignants, des membres des professions libérales, issus des milieux juifs askénazes, c'est-à-dire venus d'Europe, a rassemblé aussi cette fois de nombreux Juifs orientaux, ces sépharades qui jusqu'à maintenant étaient considérés comme soutenant la politique de guerre au Liban. Et contrairement à ce qui s'était passé l'année dernière, le cortège n'a pas été accueilli par des injures lorsqu'il a traversé les quartiers populaires où vivent beaucoup de Juifs sépharades.

En fait, cette dernière manifestation n'a fait que confirmer ce qu'avaient déjà révélé les sondages: 70 % des Israéliens seraient contre la présence militaire israélienne au Sud-Liban.

Depuis plusieurs mois et pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, une fissure est apparue dans le consensus national, fissure qui, si elle ne s'est pas élargie considérablement, n'a pas non plus disparu depuis que la guerre du Liban s'est transformée en occupation militaire du sud de ce pays. Jusqu'à présent les dirigeants sionistes étaient parvenus, au nom d'une prétendue légitime défense, ou même au nom de la sauvegarde d'Israël, à faire accepter à la population les sacrifices financiers et humains qu'impliquaient les guerres incessantes menées contre les Etats arabes de la région ou les Palestiniens.

Aujourd'hui, une partie de l'opinion a sinon pris conscience du caractère de conquête pure et simple de la politique sioniste, du moins se refuse-t-elle à en supporter le poids économique (plus de 100 % d'inflation par an) mais aussi le poids humain. Entre le mois d'août 1982 et le mois d'août 1983, 165 soldats ont été tués au Liban et plus de 2 000 autres blessés lors d'escarmouches et d'attentats.

Du coup, certains politiciens israéliens, sentant qu'une large fraction de la population israélienne se dresse contre la politique des actuels dirigeants du pays, ont choisi d'appeler ou de participer à la dernière manifestation. Ce fut le cas bien sûr de personnalités travaillistes ou libéra-

les tel l'ancien secrétaire de la Histadrout (le syndicat lié au Parti Travailliste) ou de Teddy Kolek, le maire de la capitale, Jérusalem. Mais le gouvernement a sans doute dû ressentir comme un camouflet que l'ancien ambassadeur israélien à Londres se soit également associé à la manifestation, celui-là même qui fut victime de l'attentat dont Begin et Sharon s'étaient servis comme prétexte, en juin 1982, pour envahir le Liban.

Evidemment en se ralliant au mouvement anti-guerre, l'opposition parlementaire espère s'en servir comme d'un marche-pied pour le retour au pouvoir des travaillistes, travaillistes qui, dans le passé, ont conduit, tout comme l'actuel gouvernement de droite, une politique de guerre et d'expansion. Les organisations d'opposition à la guerre et les partis de gauche, qui jusqu'à présent ont été à la tête des protestations, ne leur offrent aucune autre perspective que celle d'une alternance gouvernementale dans le cadre de la politique sioniste.

Et si ces organisations contestent certains aspects de cette politique, elles se refusent toutes à mettre en cause la perspective sioniste de l'Etat hébreu. C'est pourtant cette perspective qui a conduit à des guerres incessantes et fait vivre en permanence la population israélienne sur le pied de guerre. Et cela émousse les possibilités du mouvement anti-guerre, voire désarme d'avance les masses israéliennes dans les luttes qu'elles pourront mener contre la politique de guerre et d'austérité.

Samuel LATAN



Manifestants dans les rues de Jérusalem le 4 février. (AFP)

## Les charités de Thatcher

Jaguar, le constructeur de voitures de sport de luxe, va repasser dans le privé. Jaguar est une filiale de la British Leyland. Il y a quelques années, à cause de la crise, un tiers des ouvriers de Jaguar avaient été licenciés, et l'Etat anglais avait nationalisé la British Leyland. A l'époque, en 1975, la firme avait 1 milliard de déficit. Le gouvernement anglais en la nationalisant y injecta d'abord 7,5 milliards de francs, puis en 1977 à nouveau 1 milliard de

francs. 12 500 suppressions d'emplois y furent annoncées en 1975, puis 25 000 en 1979 sur 2 ans, les hausses de salaire y furent limitées en 1975 à 5 % l'an alors que l'inflation était à l'époque de 16 % en Grande-Bretagne, 13 usines fermèrent, 70 000 emplois, de 1975 à 1980, furent supprimés.

Depuis deux ans, Jaguar va mieux. Ses ventes remontent et elle a réembauché. Eh bien, des

patrons privés vont pouvoir profiter de l'affaire. Après que British Leyland a été cédée à l'Etat lorsqu'elle ne rapportait que des pertes à des patrons privés, la partie rentable de la firme va leur être redonnée maintenant qu'elle rapporte des bénéfices.

Et c'est le cas également de Unipart et Land Rover, deux autres filiales de British Leyland que le gouvernement anglais a également l'intention de céder au privé.

La même politique est menée dans d'autres secteurs de l'économie, comme les postes et télécommunications, les transports, la production pétrolière, etc.

Les capitalistes anglais peuvent être sereins. Les restructurations industrielles, puisque c'est le terme consacré, pour eux aussi se passent bien. Les travailleurs paient, l'Etat les garantit, et ils profitent.

Nelly MEYER

## Gemayel

## à l'heure du bilan

□ Amine Gemayel est désormais « un homme seul » ne cessent de répéter tous les commentateurs politiques.

Depuis mardi 7 février, en effet la quasi totalité de Beyrouth a été conquise par les milices musulmanes. Seul l'est de la ville ainsi que la banlieue sud-est sont encore aux mains des hommes de Gemayel.

En guise de soutien à leur protégé, les puissances occidentales (sauf la France à l'heure où nous écrivons) ont choisi de rembarquer leurs forces.

France-Soir en est à commenter : « Pour le président Gemayel, il n'y a peut-être plus qu'une alternative : l'autoroute de Byblos qui sert d'ultime piste d'aviation de fortune pour gagner un exil doré en Europe ou en Amérique ou, second choix possible, un hélicoptère mettant le cap sur l'un des porte-avions américains ou le Clémenceau français au large ».

On est donc bien loin du temps où les Américains expliquaient que les forces de Gemayel « seraient capables de maintenir l'ordre dans les deux tiers du pays ». On est loin des déclarations qui avaient salué son élection en septembre 1982. On le présentait alors comme l'homme de la renaissance du Liban, celui qui saurait réunir derrière lui tous les clans, dont les rivalités, souvent sanglantes, ont marqué et marquent toujours la vie politique libanaise.

Ce fut à la fin du mois d'août 1982 que la clan des Gemayel, représentant la minorité phalangiste chrétienne, parvint au pouvoir de par la volonté des Israéliens qui occupaient alors Beyrouth.

Après une sinistre farce électorale, Béchir Gemayel — le frère — fut élu par une majorité de députés dont certains avaient été amenés sous escorte militaire au Parlement.

Béchir eut beau se poser en homme d'Etat indépendant, ses protecteurs israéliens ne se faisaient aucune illusion à son sujet, comme en témoignaient les propos du général Sharon : « Le nouveau gouvernement est un nouveau-né venu au monde par césarienne. (...) Si nous abandonnons le contrôle de la route Beyrouth-Damas, le nouveau-né ne survivra pas ».

Mais une autre embûche attendait Béchir, une bombe, qui à la mi-septembre mit fin à sa carrière.

Le 21 septembre, Amine succéda à son frère Béchir, toujours sous la protection des chars israéliens. Il obtint tout de même le soutien des divers clans libanais, même celui de la communauté druze dirigée par Walid Joumblatt.

Ce que les diverses communautés musulmanes réclamaient alors, c'était

une refonte de l'Etat libanais et la possibilité pour elles d'obtenir en son sein une responsabilité plus grande.

Depuis 1943, la vie politique libanaise reposait sur le « pacte national ». Ces règles que les Français avaient laissées en héritage au moment de leur départ du Liban stipulaient que les chrétiens devaient être, une fois pour toutes, considérés comme majoritaires. Les postes de responsabilité devaient être distribués en fonction de ce principe : la présidence de la République aux chrétiens maronites, la vice-présidence aux musulmans sunnites. Et pour ne pas bouleverser cet équilibre aucun recensement de la population n'a eu lieu depuis 1932 ! Les chiites ont beau aujourd'hui représenter environ 43 % de la population, leur rôle politique est négligeable au sein de l'Etat libanais.

Mais réformer l'Etat comme le demandaient les chefs des communautés musulmanes, telle n'était pas l'intention de Gemayel.

En 1979, Béchir Gemayel expliquait : « Il ne faut pas partager le pouvoir avec les musulmans, il faut s'approprier exclusivement ce pouvoir et leur imposer de s'aligner sur nos positions ».

Les Phalanges tentèrent d'imposer cette politique par la force à toutes les communautés du Liban. Elles n'eurent de cesse de mettre la main sur tout ce qui pouvait subsister de l'Etat libanais aux lendemains de l'intervention israélienne. Elles pensèrent que le soutien des puissances impérialistes était suffisant pour mener leurs actions à bien, sans trop se soucier de la multiplication des mécontentements.

La direction de l'armée libanaise fut confiée au colonel Tannous, chargé depuis 1973 de l'entraînement des Phalanges chrétiennes. Plus que jamais le corps des officiers se recrute quasi exclusivement dans la seule communauté chrétienne, alors que la majorité des soldats étaient musulmans.

Dans l'administration, dans l'enseignement, là aussi les phalanges placèrent leurs hommes, chassant les fonctionnaires musulmans des postes qu'ils occupaient.

Les mesures en faveur de la seule communauté chrétienne se multiplièrent. Les facultés de Beyrouth-Est (chrétien) furent pourvues en moyens de toutes natures, alors que celles de Beyrouth-Ouest (musulman)



Dans les rues de Beyrouth, le 1<sup>er</sup> février. (AFP)

étaient laissées dans le dénuement.

Autre exemple : le gouvernement Gemayel alloua 120 millions de livres pour un projet d'égout dans son propre fief (le Metn-Nord, un quartier de Beyrouth-Est où logent 150 000 personnes), alors que 30 millions seulement furent promis pour la banlieue-sud où s'entassent 750 000 personnes.

La censure sévissait partout et tranchait dans un sens toujours favorable aux phalangistes. La télévision, jadis plus diversifiée, chantait les louanges du président. Les programmes scolaires furent réécrits dans le « bon » sens, celui des phalanges.

Un député sunnite, pourtant proche du pouvoir, parla même des phalanges comme « des visiteurs nocturnes de la mort », tant leurs exactions en tous genres furent nombreuses, comme par exemple la mise à sac de l'hôpital de Kfarfalous.

Cette politique provoqua évidemment la rupture avec des clans pourtant proches de Gemayel : les chrétiens maronites et les musulmans sunnites du Nord-Liban. Le Nord-Liban dirigé par le maronite Frangie et le sunnite Karamé entra en dissidence le 6 juin 1983 après qu'un attentat eut lieu contre la foule des passants de Tripoli. Le gouvernement accusa aussitôt les Syriens, mais les auteurs de la fusillade rapidement arrêtés avouèrent faire partie de l'armée libanaise et agir selon des ordres officiels.

Début juillet, ce fut la rupture avec les musulmans chiites de Beyrouth — dont

la branche armée est le mouvement « Amal » — après que le clergé maronite eut exigé le déplacement hors du Grand-Beyrouth de la population, en majorité chiite. Fin juillet, les phalanges passèrent de nouveau à l'offensive et essayèrent de chasser les chiites du quartier de Wadi-Abou-Jamil.

Après que Gemayel eut conclu, sous les auspices des puissances impérialistes, un accord avec Israël, la plupart des clans, interprétant cet accord comme une capitulation, vont se regrouper. Le 22 juillet le Front de Salut National fut formé. On y retrouvait côte à côte Soliman Frangie, chef de la communauté chrétienne maronite du Nord-Liban, Rachid Karamé, musulman sunnite, et Walid Joumblatt, chef du Parti Socialiste Progressiste et de la communauté druze, ainsi que le Parti Communiste Libanais.

Ce front fut dénoncé par Gemayel comme « héliporté » par la Syrie car pour lui il n'existait toujours pas de problèmes entre Libanais.

Seulement, le nombre des Libanais sur lequel le clan régnait encore se réduisait comme peau de chagrin. Tout au plus celui-ci gouvernait-il, et encore, sur Beyrouth et sa banlieue.

Au fur et à mesure des affrontements de ces dernières semaines, l'armée, présentée il y a peu encore comme le principal appui du régime, fut en proie aux désertions ou aux fraternisations avec les miliciens du mouvement « Amal » des chiites musulmans que

dirige Nabih Berri. Et avec la démission du Premier ministre, le sunnite Chafic Wazzan, l'isolement d'Amine Gemayel était complet.

Mais Gemayel, enfermé pour l'heure dans son réduit de Beyrouth-Est, ne paye pas seulement sa politique de force à l'égard de toutes les communautés libanaises. Il paye aussi la confiance qu'il a mise dans ses tuteurs occidentaux ; sa confiance en Israël qui l'a aidé à s'installer au pouvoir ; sa confiance dans les impérialismes américain et français qui semblaient pouvoir lui garantir, par la force si nécessaire, sa mainmise sur l'Etat libanais.

Seulement, si les Américains étaient d'accord pour l'appuyer politiquement, pour l'équiper et l'armer, ils n'étaient pas prêts à remplacer les troupes qui lui font aujourd'hui défaut.

Oui, Gemayel était, comme il le proclamait lui-même, « un avant poste du monde libre », mais pour tenir un avant poste il faut des hommes, il faut une armée. Durant un temps Gemayel semblait avoir des forces sur lesquelles s'appuyer. Maintenant il ne les a plus et l'impérialisme n'est pas disposé à lui envoyer les siennes.

Pour le moment, le crédit dont il semble encore disposer est celui que lui donne le gang des phalangistes, « sa famille » en quelque sorte. Mais qui sait si dans certaines familles les problèmes ne se règlent pas aussi à coups de revolvers.

Jacques FONTENOY

# Nouveaux raids contre le Nicaragua

Deux raids aériens ont eu lieu les 2 et 3 février contre des installations militaires au Nicaragua. Un centre de communications à 120 km au nord-est de Managua et une base à Manzanillo, zone frontalière avec le Honduras, ont été touchés. Ces raids ont tué cinq militaires sandinistes et en ont blessé dix autres.

La FND (Force démocratique nicaraguayenne), composée d'anciens somozistes et soutenue par le gouvernement américain, a revendiqué le premier raid. Le gouvernement nicaraguayen a dénoncé devant le Conseil de sécurité de l'ONU, vendredi 3 février, ces raids, mettant en cause le gou-

vernement du Honduras et les USA. Ceux-ci ont rejeté ces accusations, les USA les qualifiant « d'hystériques ».

Pourtant, depuis deux ans, le Honduras a été transformé en base avancée des Etats-Unis. Près de 6000 soldats américains y sont cantonnés. L'armée américaine y organise des manœuvres, qui doivent être relayées au printemps prochain par d'autres manœuvres tout aussi importantes. Un centre régional d'entraînement militaire a été implanté à Puerto Castilla. 2500 soldats salvadoriens ont été formés par des militaires américains et sont rentrés au Salvador, un millier d'autres ont pris la relève.

L'aide militaire des USA se porte aussi sur d'autres pays voisins du Nicaragua. Le Salvador, le Guatemala et Costa Rica ont leur part. Le Salvador bénéficie de la manne américaine pour son équipement militaire. Il est au 3<sup>e</sup> rang des bénéficiaires d'aides militaires américaines, après Israël et l'Egypte.

Vendredi 3 février, Reagan a appelé le Congrès américain à entériner le « plan Kissinger » d'aide économique et militaire aux pays d'Amérique centrale, en vue de pré-

server les intérêts stratégiques des USA dans la région.

Le projet de loi prévoit notamment d'accroître de 259 millions de dollars l'aide militaire aux pays de la région. Ces crédits s'ajouteront aux 114 millions déjà votés.

On se souvient que, lors de l'invasion de la Grenade, les Etats-Unis avaient présenté les quelques dépôts d'armes trouvés sur l'île comme la preuve d'une menace absolument inacceptable pour la sécurité des USA. Mais tout l'arsenal militaire que l'impérialisme américain déploie aujourd'hui dans les pays limitrophes du Nicaragua, les milliers de soldats américains engagés dans la région, tout cela ne constitue pas une agression ni même une menace envers ce petit pays qui a le front de tenir tête à une grande puissance. Bien évidemment !

Mireille LEMONIER

## Salvador

## Son Excellence se met à table

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis au Salvador a fini par passer aux aveux : il a « révélé » — ce que tout le monde savait déjà mais ce qu'aucun officiel américain n'avait jamais voulu confirmer — que le gouvernement américain détient depuis trois ans des preuves de la responsabilité du major d'Aubuisson dans l'assassinat en mars 1980, de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Romero. Selon l'ancien ambassadeur, d'Aubuisson, qui est le dirigeant de l'extrême-droite salvadorienne, actuel président de l'Assemblée nationale et candidat à la prési-

dence du pays, a « ordonné et planifié » l'assassinat, le meurtrier ayant été lui-même éliminé par la suite...

Par ailleurs le même ancien ambassadeur, décidément en veine de confidences, a révélé les noms des principaux dirigeants qui, depuis Miami (USA), commandent les Escadrons de la mort salvadoriens, une organisation d'extrême-droite qui a « tué des centaines de milliers de Salvadoriens soupçonnés de sympathies pour la gauche ou simplement libéraux ».

Ce n'est bien entendu pas parce que sa conscience le torture que Robert White

passé ainsi aux aveux. C'est plus prosaïquement parce que la campagne électorale américaine est ouverte et que ces révélations risquent d'embarrasser un peu Reagan : les parlementaires démocrates se sont empressés d'exiger les documents officiels sur cette affaire que l'administration Reagan garde sous le coude depuis trois ans. Au monde des politiciens américains — et des autres — on a la conscience à retardement... et en forme de peau de banane glissée sous les pieds du rival !

A.L.

## La Grenade « fête » ses dix ans « d'indépendance »

Le 7 février 1974, la Grenade, qui faisait alors partie de l'Empire britannique, accédait à l'indépendance sous la férule du dictateur Gairy, ancien dirigeant syndicaliste des paysans et petits planteurs grenadins passé au service de la reine d'Angleterre avec laquelle il avait négocié l'indépendance de l'île aux Epices.

En fait, ce n'est qu'à partir du 13 mars 1979 et jusqu'au 25 octobre 1983 que la Grenade eut un gouvernement qui échappa quelque peu au contrôle direct de l'impérialisme, après que Maurice Bishop, à la tête du New Jewel Movement, eut pris le pouvoir par un coup de force contre la dictature de Gairy. Par la suite, le régime allait se rapprocher de Cuba et, même s'il n'accordait aucun pouvoir aux masses laborieuses, le régime de Bishop, pour avoir lutté contre la corruption de son prédécesseur, bénéficiait d'une incontestable assise populaire.

Ce n'était évidemment pas pour plaire à l'impérialisme américain qui, en octobre 1983, profite des

dissensions au sein de l'équipe dirigeante pour intervenir comme l'on sait, en débarquant 15 000 marines, dans un pays de 110 000 habitants, et mettre en place un régime à sa botte, en novembre dernier.

Sir Paul Scoon, le représentant de la reine d'Angleterre, (car la Grenade continue à faire partie du Commonwealth), devint gouverneur général de l'île, en attendant, disait-on alors, de procéder à des élections générales.

Le 7 février dernier, donc, Sir Paul Scoon assistait aux cérémonies commémoratives de l'indépendance aux côtés de George Shultz, le secrétaire d'Etat américain. Tout un symbole car, aujourd'hui, à la Grenade, la réalité du pouvoir se trouve entre les mains de Charles Gillespie, l'ambassadeur américain dans l'île. Celui-ci est officiellement chargé de « coopérer » avec les autorités locales, bien qu'en fait ce soient elles qui « coopèrent » avec la puissance américaine.

Certes, les marines ne sont plus aujourd'hui dans l'île. Mais il y reste 250 mili-

taires US et 500 hommes de la Force de police caraïbe.

Autre moyen utilisé par les Etats-Unis pour s'imposer dans l'île : le « roi dollar ». Arrivé avec un demi-million de dollars en poche, le Congrès américain a accordé à son ambassadeur 5 puis 15 millions de dollars de crédit. Deux cents compagnies américaines semblent intéressées par des investissements dans l'île, dont 40 % du revenu était constitué par le tourisme. C'est pourquoi il serait de nouveau question de terminer la construction de l'aéroport de Point-Salines (que les Etats-Unis avaient présenté comme un projet militaire des Cubains, pour justifier leur intervention en octobre dernier) car il faut bien tout de même que jumbos et charters puissent atterrir.

Il reste que pour l'instant, si la Grenade peut « fêter » le dixième anniversaire de son « indépendance », c'est sous l'œil vigilant et gourmand des Américains qui s'approprient déjà à se partager le gâteau d'anniversaire !

Patricia MULLAN

## La mort du « boucher de Téhéran »



Mardi 7 février, le général Oveissy a été assassiné à Paris, où il se trouvait dans un exil confortable depuis cinq ans.

Il aura donc survécu cinq ans à la chute du régime du chah d'Iran, régime dont il avait été pendant longtemps un fidèle et sanglant soutien. En 1963 déjà, il s'était illustré en faisant massacrer par ses troupes une manifestation de partisans de Khomeiny, massacre qui aurait fait 10 000 victimes et lui avait valu le surnom de « boucher de Téhéran ». Le 8 septembre 1978, devenu gouverneur militaire de Téhéran, il fit encercler par ses chars des dizaines de milliers de gens désarmés manifestant contre le chah, donnant ensuite l'ordre à ses hélicoptères de

mitrailler la foule. Ce jour-là, que l'on appela par la suite le « vendredi noir », on parla de cinq mille victimes, mais selon *Le Monde* du 9 février « il n'y en eut que quelques centaines ».

En janvier 1979, le mouvement contre le régime s'amplifiant encore, les Américains auraient conseillé au chah de renvoyer « le boucher de Téhéran », tant il était un symbole honni du régime.

En somme, si l'on ne comptabilise que les victimes connues en Occident de ce bourreau du peuple iranien, il n'y avait « que » (pour reprendre la restriction du *Monde*) un peu plus de 10 000 raisons pour qu'un jour ou l'autre ce « boucher » paye ses crimes.

## Record de pauvreté pour Reagan

Reagan peut toujours se féliciter de la prétendue reprise économique, chiffres et rapports sont là pour montrer que la pauvreté, loin de diminuer, augmente aux Etats-Unis.

Ainsi, 34 millions d'Américains sont officiellement recensés en dessous du seuil de pauvreté, soit 5 millions de plus qu'en 1980 : Cela représente 15 % de la population américaine. Ce sont les travailleurs noirs les plus touchés. Alors que la population noire représente 12 % de la population américaine, 36 % des Noirs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ce sont eux qui connaissent le plus fort taux de chômage ; 17,8 %, soit deux fois plus que le taux national. Et si le taux de chômage atteint 21,1 % chez les jeunes Blancs, il est de 56,8 % chez les jeunes Noirs.

Les statistiques officielles sur le chômage ne permettent pas d'appréhender l'ampleur de ce

drame. D'abord parce que, si à la fin de 1983 il y avait 10,7 millions de chômeurs recensés, il y avait en outre 7,5 millions de personnes qui ne figuraient pas dans les statistiques, soit parce qu'elles avaient trouvé un petit travail à temps partiel, soit parce que, désespérant de pouvoir retrouver du travail, elles avaient cessé d'en chercher. Et si 9 % de la population active sont officiellement recensés dans les chômeurs, c'est en fait 22 % des salariés qui, en 1983, se sont trouvés au chômage total ou partiel.

En douze ans, le nombre de travailleurs à temps partiel a été multiplié par 2,5. Et quand Reagan se vante que la reprise a permis de créer quatre millions d'emplois, il se garde bien de dire que ces « emplois créés » sont souvent à temps partiel, les nouveaux embauchés n'étant en fait que des « chômeurs à temps partiel » que l'on a pu ainsi

éliminer des statistiques.

Quant aux 10,7 millions de chômeurs officiellement recensés, plus de la moitié d'entre eux (55 % exactement) ne perçoivent plus aucune indemnité, et seuls 51 000 (soit 0,5 %) perçoivent les allocations maximum prévues par la loi.

Une étude de la Brookings Institution montrait, en 1983, que cette diminution des revenus des chômeurs avait été orchestrée, décidée par le gouvernement, citant les chiffres suivants. En 1982, il avait été versé 24 milliards de dollars d'aides pour un total de 10 millions de chômeurs, alors que, six ans plus tôt, pour 7,6 millions de chômeurs, ces aides représentaient 31 milliards de dollars (valeurs 1982), soit une diminution des aides de 22 % alors que le nombre des chômeurs lui, avait augmenté de 31 % !

La situation est à ce point critique que, ces derniers mois, dans les

régions industrielles, les syndicats ont créé des centaines de comités d'aide aux chômeurs, faisant des collectes à la porte des usines, organisant parfois des « banques de nourriture » pour aider les travailleurs qui ne perçoivent plus rien. Un institut de recherche, l'Urban Institute, publiait que les revenus des 20 % des familles les plus pauvres ont diminué en 5 ans de 9,4 %, tandis que les revenus des 20 % des familles les plus riches n'ont diminué que de 0,5 % dans le même temps. Quant aux aides sociales, c'est justement au moment où il y en aurait le plus besoin qu'elles diminuent. Ainsi à New York, plusieurs milliers de personnes ne recevront pas d'allocations chauffage. Le HEAP (Home Energy

Assistance Program) a vu son budget réduit de 13 millions de dollars.

Ainsi dans ce pays le plus riche du monde, où le gouvernement parle de relance, de plus en plus de gens ont recours aux soupes populaires, des centaines de milliers de personnes sont désormais sans logements et s'abritent dans des voitures, des caravanes, dans des bidonvilles ou dans des campements de fortune aux portes des villes. Des familles, qui avaient il y a quelques années un bon niveau de vie, se sont trouvées brusquement aux prises avec le chômage, puis la perte de toute indemnisation, et sont aujourd'hui réduites à la misère, la mendicité, la vie de clochard.

Ghislaine GAUTHIER

## Derrière la reprise économique, la réduction des salaires

Les patrons américains ne veulent pas faire les frais de la crise, aussi tous les moyens leur sont bons pour essayer de faire payer au maximum les travailleurs. Ils développent le travail à domicile, moins bien rémunéré. Ils se déclarent en faillite ou fusionnent avec d'autres firmes, cherchant des possibilités de se soustraire aux obligations qu'ils ont vis-à-vis des travailleurs. Ils vont même jusqu'à proposer aux salariés, quand leur affaire n'est plus rentable, de racheter l'entreprise, expliquant que cela leur reviendrait moins cher que de payer les indemnités de licenciements (voir l'article sur Weirton).

Et puis ils ont inventé aussi le « two-tier contract », contrat à deux niveaux, ou encore le « two-tier wage structure » : il s'agit en fait d'une réduction pure et simple du salaire des nouveaux embauchés. Ainsi, pour un travail à temps plein, certains travailleurs ne percevront que 2/3, voire la moitié d'un salaire ! Dans la plupart des cas les syndicats ont accepté cédant au chantage du patronat : « C'est ça ou je ferme l'entreprise ». Ainsi, en octobre dernier par exemple, la société Boeing a baissé de près

de 50 % le taux horaire des nouveaux embauchés, qui étaient en fait des ex-licenciés qu'elle n'acceptait de reprendre qu'à cette condition. Le personnel en place avait donné son accord et pour le remercier la direction l'a augmenté de 6 %.

Chez Boeing, Lockheed ou Dow Chemical, il y a ainsi deux catégories de travailleurs ; ceux qui sont déjà en place, les normaux, et les travailleurs de « seconde zone », les nouveaux. Ils font peut-être le même travail, mais les travailleurs de « seconde zone », jeunes embauchés récemment ou licenciés réembauchés, ont un salaire amputé. En attendant d'arriver à une situation idyllique où il n'aurait que des travailleurs sous-payés, le patron crée une division entre les travailleurs ; c'est l'art de diviser pour mieux régner tout en faisant au passage de substantielles économies.

Mais les travailleurs américains ne se sont pas laissés faire partout sans réagir. Les routiers, les ouvriers de la General Motors à Warnem, dans l'Ohio, ont refusé ces plans patronaux. 6600 membres du syndicat de l'automobile (United Auto Workers) ont fait grève chez Mc Donnell Douglas, en octobre dernier, pour faire reculer

leur direction sur de tels projets.

En fait de reprise, aux Etats-Unis, c'est seulement de reprise des profits qu'il s'agit. Le New York Times du 6 septembre dernier écrivait que « la reprise est sans intérêt pour les laissés-pour-compte » que sont les chômeurs, les pauvres et nombre de travailleurs.

Quant à la confédération syndicale américaine, l'AFL-CIO, dans un document récent elle estimait que malgré « la reprise (on pourrait voir apparaître) une sous-classe ouvrière en sur-nombre », ces « laissés-pour-compte » dont parle le New York Times, que l'AFL-CIO chiffrait à au moins six millions de travailleurs.

Ce que les patrons essayent d'imposer aux travailleurs américains - une réduction des salaires, la mobilité de l'emploi - pour leur faire payer la crise, les patrons français sont en train de nous le préparer. Ce qui se passe aujourd'hui aux Etats-Unis peut effectivement arriver très vite en France. Il faut que nous soyons prêts à riposter, que nous ne nous laissions pas diviser et que nous nous préparions à combattre l'offensive patronale, sans les syndicats s'il le faut.

Ghislaine GAUTHIER

## A Weirton, des ouvriers rachètent leur usine : Un marché de dupes

Les 8000 ouvriers de l'aciérie de Weirton, en Virginie, une entreprise qui fabrique surtout de la tôle alimentaire, viennent de racheter leur usine.

Libération des 4 et 5 février a réalisé un reportage sur les conditions qui ont accompagné ce rachat.

Cette proposition a été faite aux ouvriers par la direction, qui estimait que cette usine n'était plus rentable. La fermeture de l'usine aurait coûté 800 millions de dollars à la direction, en grande partie à cause des indemnités de licenciement. En la vendant 66 millions de dollars, elle a manifestement fait une bonne affaire.

Quant aux travailleurs, c'est une autre histoire. Ils ont à leur charge la modernisation de l'usine, estimée pour les dix ans à venir à un milliard de dollars. Ils doivent régler le problème de la pollution que l'ancienne direction a laissé à leur charge - 32 millions de dollars. Ils ont dû consentir une baisse de 20 % de leur salaire et la remise en cause de divers avantages sociaux, notamment de leurs congés payés.

Pour compenser les 20 % de diminution de leur fiche de paie, certains ouvriers, de plus en plus nombreux, font

jusqu'à 50 % d'heures supplémentaires. Mais un quart de l'effectif, soit 2000 personnes, surtout les jeunes, a été mis au chômage « provisoire ».

Les concessions acceptées par les travailleurs de l'entreprise sont telles que certains patrons concurrents d'inquiètent : « Jamais les syndicats que nous devons affronter ne nous feront pareilles concessions », affirme-t-on à Bethlehem Steel.

Si 84 % des travailleurs ont voté pour le rachat dans ces conditions, certains contestent. Ils se sont regroupés dans un « Comité protestation et poursuite » et dénoncent l'opération comme une faillite organisée permettant aux patrons d'esquiver leurs responsabilités financières. Ils ne font aucune confiance au nouveau conseil d'administration composé de « banquiers extérieurs, de syndicalistes et de directeurs. Mais pas un seul ouvrier ». Et, disent-ils, « on ne peut pas compter sur un syndicat qui couche dans le même lit que la direction ». Le Comité veut porter l'affaire devant les tribunaux.

En attendant, ce sont les patrons qui se sont tirés d'affaire.

Laurence VINON

## La colère des sidérurgistes fait reculer le gouvernement

### LES PLANS DE LICENCIEMENTS MASSIFS

Alors que la sidérurgie était en crise depuis 1975, le patronat annonçait, en avril 1977, 16 200 suppressions d'emplois avant 1979.

Une convention sociale signée du côté syndical par la seule Force Ouvrière, valable jusqu'au 30 avril 1979, prévoyait, outre les départs naturels et les reclassements à l'intérieur comme à l'extérieur de la sidérurgie, la mise à la pré-retraite à 56 ans et 8 mois d'environ 8 500 travailleurs, ce qui réduisait le nombre des licenciements proprement dits.

En fait, le patronat de la sidérurgie alla bien au-delà du nombre annoncé en 1977 : au total, 20 000 emplois furent supprimés entre le printemps 1977 et le printemps 1979.

En septembre 1978, l'endettement de la sidérurgie française, virtuellement en faillite, amenait l'Etat à passer l'éponge sur son énorme dette, en prenant le contrôle des trois grands groupes sidérurgiques français : Usinor, Sacilor et Chiers-Châtillon.

Peu après, en décembre 1978, les nouveaux dirigeants de la sidérurgie mis en place par le gouvernement annonçaient 20 500 suppressions d'emplois avant la fin 1980, suppressions qui s'ajoutaient à celles prévues par le plan de 1977. La convention sociale de 1977 ayant pratiquement épuisé toutes les possibilités de mises en pré-retraite, c'était annoncer des licenciements massifs, des fermetures d'usines entières. Deux villes étaient très gravement touchées : Denain dans le Nord, et Longwy en Lorraine.

### LA COLÈRE DES SIDÉRURGISTES LORRAINS

Dès l'annonce de ces mesures, les travailleurs manifestèrent leur colère : le 19 décembre 1978, toute activité était paralysée à Longwy par l'orga-

nisation d'une journée « Longwy, ville morte ». Le 22 décembre, des milliers de travailleurs (la presse parlait de 15 000) manifestèrent à Denain.

C'était le point de départ d'une mobilisation de l'ensemble des travailleurs de la sidérurgie qui dura plusieurs mois, et dont les sidérurgistes de Denain et de Longwy furent le fer de lance, surprenant tout le monde, syndicats compris, par des formes de lutte d'un radicalisme oublié en France depuis longtemps.

Dès le 26 décembre 1978, l'intersyndicale de Longwy, comprenant les syndicats locaux CGT, CFDT, FO, FEN et même CGC, mettait en place un dispositif qui bloquait, pendant deux jours, les principales voies d'accès conduisant à Longwy.

Durant tout le mois de janvier, la mobilisation ne fit que s'amplifier : le 12 décembre, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN, la Lorraine fut paralysée par la grève générale. Le 17 décembre, trois cents travailleurs occupaient un poste d'aiguillage à Longuyon, tandis qu'une cinquantaine de travailleurs d'Usinor occupaient, le 18, les locaux de la trésorerie principale de Longwy. Le même jour, alors que des barrages routiers étaient dressés un peu partout dans la région, des manifestants occupèrent, à Metz, le siège de l'Assimilor (l'Association de la Sidérurgie et des Mines de Fer de Lorraine, le syndicat patronal).

Dans le Nord, à Denain, des manifestants pénétraient le 26 janvier dans la recette principale et y brûlaient des dossiers.

### LE GOUVERNEMENT PREND PEUR...

Devant l'ampleur de la mobilisation, qui touchait non seulement les sidérurgistes mais l'ensemble de la population,

les élus locaux, toutes tendances politiques confondues, se précipitèrent à Paris pour faire antichambre dans les divers bureaux ministériels. Le gouvernement, lui, tentait vainement de rassurer la population. Mais ses tergiversations achevèrent de faire monter la tension. Il promit d'abord des créations d'emplois dans l'automobile, ce que les constructeurs français démentirent aussitôt. Puis il fit miroiter l'installation d'une usine de montage Ford ou General Motors, qui finirent par décliner les alléchantes propositions du gouvernement.

Tout cela renforçait la conviction que le « volet social » du plan acier n'avait absolument pas été prévu et que, devant la colère suscitée par l'annonce des licenciements, le gouvernement improvisait, racontant à peu près, n'importe quoi.

Mais le gouvernement avait une autre raison d'être inquiet : si les organisations syndicales locales paraissaient toujours « dans le coup » de toutes les manifestations de colère, rien ne prouvait qu'elles en avaient toujours l'initiative, ou en tout cas contrôlaient la situation.

### ... ALORS QUE LA COLÈRE REDOUBLE A LONGWY

Et cette crainte n'était pas sans fondement, puisque la nuit du 29 au 30 janvier vit les premiers affrontements violents entre travailleurs et forces de police à Longwy. Alors que, dans la nuit, 40 policiers pénétraient à l'intérieur de l'usine de la Chiers à Longwy, pour « délivrer » trois directeurs séquestrés par des travailleurs, dès le lendemain, le 30, des sidérurgistes envahissaient les Grands Bureaux de l'usine, y brûlant des archives, vidaient devant l'entrée un semi-remorque en provenance du Luxembourg et chargé de ronds à béton, tandis que 26 wagons de fer mauritanien étaient renversés sur les voies ferrées. Une manifestation regroupa 5 000 personnes, dont



Longwy : l'attaque du commissariat de police (AFP)

Denain, le 9 mars 1979 : le commissariat assiégé (FRILLET)



## Les « nouveaux pauvres »... vieilles misères du capitalisme

France-Soir Magazine du 4 février publie, sous le titre *L'angoisse des nouveaux pauvres*, plusieurs témoignages et des chiffres sur cette catégorie de la population née de la crise et dont l'augmentation suit celle du nombre de chômeurs et l'allongement de la durée du chômage.

Selon ce journal, le nombre de chômeurs « de longue durée » ne cesse de croître. Ils étaient 60 000 en 1974 et plus de 500 000 en 1982 et cela bien que les ANPE procèdent régulièrement à la « toilette » de leurs fichiers — une expression pudique pour désigner

l'élimination des fichiers, et des statistiques donc, du maximum de chômeurs sous un prétexte ou un autre. Trois cent mille chômeurs ne perçoivent plus que 37,80 F par jour, tandis qu'au moins deux cent mille autres ne touchent plus rien du tout.

Rien d'étonnant donc si, dans ces conditions un million et demi de ménages vivent aujourd'hui en France, en dessous du « seuil de pauvreté », soit avec moins de 24 francs par jour. France-Soir présente plusieurs témoignages de ces « nouveaux pauvres », comme il les appelle. L'un petit cadre

au chômage depuis sept mois dort maintenant dans les centres de l'Armée du Salut et fait la plonge ou décharge des cageots en costume-cravate, tout ce qui lui reste pour continuer à « bien présenter » dans l'espoir de décrocher un travail. Un autre était agent de maîtrise dans les travaux publics. Licencié économique, il est au chômage depuis 17 mois dans la région de Chartres. Fin février il n'aura plus droit à rien.

Et on pourrait citer bien des cas de gens qui n'étaient pas parmi les plus mal lotis et qui

se retrouvent aujourd'hui sans rien.

Les divers organismes d'assistance, ceux de l'Etat comme la DDASS et les organisations de bienfaisance, l'Armée du Salut, le Secours Catholique ou les Petits Frères des Pauvres, n'ont plus les moyens de faire face. « Nous refusons du monde tous les soirs », déclare le responsable d'un foyer de l'Armée du Salut, tandis que le Secours Catholique, qui ces dernières années intervenait surtout en direction du Tiers Monde, a recommencé à distribuer des colis en France.

Et il est probable que dans les mois à venir la situation, loin de s'améliorer, continuera à se dégrader, conséquence directe des dizaines de milliers de licenciements nouveaux prévus par le gouvernement d'une part et d'autre part de la nouvelle dégradation des conditions d'indemnisation des chômeurs qu'on nous prépare.

Oui, le patronat et le gouvernement à ses ordres sont prêts à réduire toute la population à la misère s'il le faut pour sauver les profits... si les opprimés laissent faire.

Michel RITTER

Début janvier, l'INSEE prévoyait 30 000 suppressions d'emplois dans l'ensemble de la sidérurgie. Fin janvier, un des deux géants de la sidérurgie, Sacilor, annonçait des suppressions d'emplois « dans une fourchette comprise entre 9 000 et 12 000 (...) et le plus vraisemblablement autour de 10 000 » d'ici 1984.

Les travailleurs de la sidérurgie vont donc avoir à affronter une nouvelle fois une vague de licenciements massifs, cela à un moment où des plans analogues s'annoncent dans l'automobile, les chantiers navals et les charbonnages.

Dans un tel contexte, il n'est pas inutile de rappeler comment, il y a tout juste cinq ans, les travailleurs de la sidérurgie, confrontés à un vaste plan de licenciements, avaient contraint le gouvernement d'alors à accorder des compensations substantielles.

400, à la fin de la manifestation, partirent à l'assaut du commissariat qu'elles bombardèrent de boulets et de pavés pendant une heure. Le Monde du 1<sup>er</sup> février écrivait : « Cette violence n'a pu être ni empêchée ni endiguée par les syndicats. Ceux-ci reconnaissent en effet qu'il leur est de plus en plus difficile de contrôler la situation ».

Au cours du mois de février, le gouvernement chercha à temporiser, espérant que les négociations engagées le 6 entre les syndicats et le ministre du Travail, Robert Boulin, prendraient le relais de la mobilisation des travailleurs dans la rue.

Le 16 février, les syndicats décidèrent d'une journée de grève à l'échelle nationale, mais dans la seule sidérurgie. Espéraient-ils par là reprendre en main et canaliser le mouvement ? Toujours est-il qu'en Lorraine et dans le Nord la grève fut un incontestable succès. Et, dès le 23 février, dans le Nord-Pas-de-Calais, des barrières de routes s'installaient à nouveau, tandis que les gares étaient occupées. A Longwy, le même jour, une banque et surtout le centre de télévision étaient occupés.

C'est l'évacuation de ce centre de télévision par la police au cours de la nuit du 23 au 24 février qui mit le feu aux poudres. Dans la nuit même, les travailleurs mirent en marche les sirènes des usines, firent sonner le tocsin dans les églises pour rameuter, en pleine nuit, les travailleurs postés et les habitants. C'est alors que plusieurs centaines de manifestants attaquèrent le commissariat de police. Vers 10 heures du matin, plus de 2 000 manifestants faisaient face aux forces de police et le député de Longwy, Antoine Porcu, membre du Parti Communiste, eut le plus grand mal à détourner les manifestants. Un groupe de travailleurs se dirigea alors vers le siège de l'Union patronale qui fut mis à

sac, dossiers et meubles étant jetés par les fenêtres et brûlés sur le trottoir. Les pompiers ne purent intervenir.

## LE GOUVERNEMENT RECULE... MAIS LA COLÈRE ÉCLATE DANS LE NORD

Cette explosion de colère des sidérurgistes de Longwy fit craindre pire au gouvernement. Le jour même, le 24 février, André Giraud, ministre de l'Industrie, déclarait : « En 1979 comme en 1980, tous les salariés de la sidérurgie seront couverts par des mesures sociales ou auront une continuité avec de nouveaux emplois ». Les solutions, que de laborieuses discussions avec les syndicats ne parvenaient pas à dégager, apparurent comme par miracle. André Giraud faisait savoir que le gouvernement envisageait la fixation négociée d'une « prime substantielle de départ volontaire », la mise en pré-retraite de plusieurs milliers de personnes à 55 ans (voire, dans certains cas, à 50 ans), la mise en place de sociétés de reconversion dont le seul rôle serait de garantir le revenu des sidérurgistes licenciés, en attendant qu'un emploi leur soit trouvé. Les grandes lignes de la convention sociale mise au point le 24 juillet 1979 étaient fixées.

Mais, pour l'heure, cette reculade précipitée du gouvernement ne mit pas fin à la colère ouvrière. Le Nord prit le relais de la Lorraine ! Le 28 février, la chambre patronale de Valenciennes était mise à sac par des manifestants. Et le 7 mars, 2 000 sidérurgistes d'Usinor-Denain affrontaient les forces de police près du commissariat. Cette manifestation avait lieu à l'issue d'une assemblée générale dans l'usine. Des barricades étaient érigées, des voitures incendiées étaient lancées contre le commissariat. Le 8 mars, le sous-préfet de Valenciennes parvenait à un accord

d'« armistice », obtenant de l'intersyndicale que les manifestants se retirent des abords du commissariat, les forces de police devant en faire autant !

Le résultat ne se fit pas attendre. Le même jour, le P-DG d'Usinor annonçait la suspension des licenciements en attendant que les négociations avec les syndicats pour la signature d'une nouvelle convention sociale soient achevées. Le ministre du Travail, Boulin, demandait immédiatement au P-DG de Sacilor d'en faire autant. Il donnait en outre des précisions sur le montant de la « prime substantielle » d'incitation au départ volontaire : 50.000 F par travailleur, en plus des indemnités de licenciement. Enfin, le plan de restructuration lui-même, jusqu'à interchangeable, devenait susceptible de modifications...

Le 9 avril, la direction d'Usinor modifiait son « plan industriel » et reportait d'un an les 2 300 licenciements prévus à Denain, pour faire coïncider la date avec le calendrier des créations d'emplois prévues. Les 180 millions de francs nécessaires à cette mesure étaient payés par l'Etat, indépendamment de la signature de la convention sociale.

Cette convention fut finalement signée le 24 juillet et reprenait les propositions avancées par le gouvernement au lendemain des violentes manifestations de Longwy et Denain.

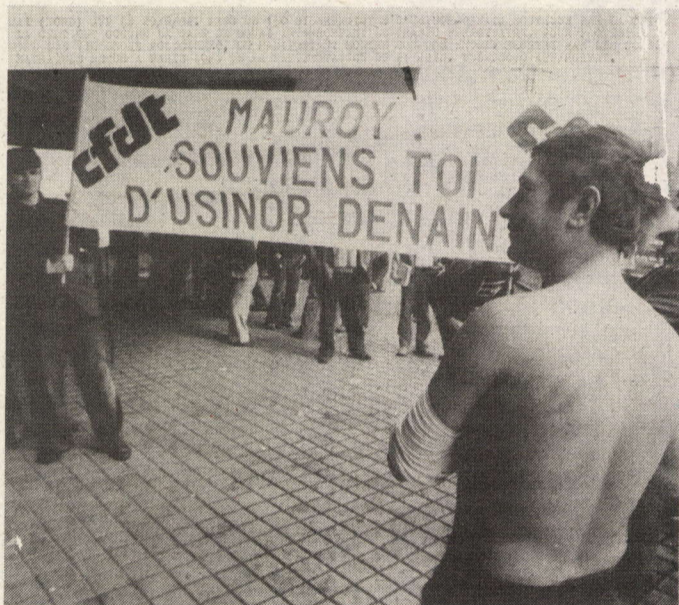
Au total, les sidérurgistes n'évitaient pas les licenciements et les fermetures d'usines. Mais ils avaient tout de même fait reculer le gouvernement, qui accordait davantage de mises en pré-retraite, puisque l'âge de départ sera progressivement abaissé à 50 ans pour les usines les plus touchées, et ils avaient obtenu aussi des contreparties financières plus substantielles que dans les autres branches.

La colère avait tout de même payé.



Longwy le 16 février 1979 : les routes bloquées-(AFP)

Manifestation de ceux de Denain en juin 1982. Des souvenirs vivaces... (AFP)



## SNCF La grève du 8 février : L'expression du mécontentement

La grève du mercredi 8 a été suivie dans de nombreux secteurs de la SNCF. La CGT avait pris l'initiative de cette journée axée essentiellement sur les salaires. Elle préconisait au départ « au moins une heure de grève ». Puis, ici ou là, la CFDT et parfois FO l'ont rejointe sans toutefois déposer de préavis national. Enfin, au dernier moment, la FGAAC, syndicat corporatiste chez les agents de conduite, déposait aussi un préavis.

Sous prétexte de laisser

les différents secteurs se déterminer localement, la CGT a donné au mouvement une allure disparate : à la Gare de Lyon, les administratifs étaient appelés à une heure de grève, les bagages à quatre heures, l'accueil à 24 heures. Au Landy, la CGT annonçait d'abord une heure de grève, puis une demi-journée, et finalement la journée. A Saint-Pierre-des-Corps aussi, l'appel à la grève n'était pas le même dans tous les chantiers : au Dépôt, une journée, à l'Ate-

lier du Matériel et à l'Entretien, une demi-journée, au Magasin général, une heure, et à des heures différentes selon les syndicats.

En 1983, les cheminots avaient eu de quoi être mécontents. Ils ont dû perdre pas loin de 8 % de pouvoir d'achat, si l'on compte que les salaires n'ont augmenté que de 8 % alors que les prix ont grimpé, eux, de 12,7 % (indice CGT), auxquels il faut ajouter les divers prélèvements obligatoires. Et il y a aussi l'application des 35 heures : repor-

tée de janvier à juillet 1984, elles devront s'accompagner pour certains par des périodes d'amplitude de travail supérieures aux horaires actuels.

La grève du 8 aura donc permis de faire connaître publiquement le mécontentement des cheminots. Dans l'ensemble, la CGT a réussi à apparaître, aux yeux des militants et aussi des cheminots, comme ayant changé d'attitude, n'hésitant pas à laisser le mécontentement s'exprimer, après une longue

période de réticences ; mais beaucoup de travailleurs ont critiqué les organisations syndicales pour avoir organisé des mouvements éclatés.

Car pour faire céder la SNCF et le gouvernement, il faudra autre chose. Il faudra faire peur, frapper fort et tous ensemble. C'est le seul moyen pour empêcher la SNCF et le gouvernement de faire les poches des cheminots, de trancher dans le vif des effectifs, de rendre les conditions de travail encore plus dures.

Hervé MARTIN

**URSSAF (Montreuil)**

## Des employés sanctionnés pas décidés à se laisser faire

A l'URSSAF-Montreuil, suite au mouvement de grève du zèle de décembre dernier, mouvement provoqué par le mécontentement du personnel des Comptes Généraux quant aux conditions de travail et aux augmentations insignifiantes prévues au budget 1984, la direction a sanctionné douze employés de ce service.

Ces sanctions ont été décidées de façon totalement arbitraire, car en fait c'est tout le service qui avait manifesté son mécontentement pendant plusieurs semaines.

Dans le service, quand on a appris que la direction envisageait des sanctions, c'est à 150 que nous sommes montés dans les locaux de la direction, pour lui prouver une nouvelle fois qu'il s'agissait bien d'un mouvement collectif de mécontentement. La direction n'ayant rien voulu savoir, elle décidait alors de distribuer deux blâmes et dix avertissements.

Les syndicats, qui avaient pourtant appelé à cette grève du zèle, ne réagirent pas immédiatement. Ils attendirent dix jours après l'annonce officielle

des sanctions pour appeler à un débrayage de protestation sur l'ensemble de l'URSSAF. Du coup, si nombre d'employés avaient eu comme réaction immédiate d'être indignés lorsque ces sanctions furent annoncées, dix jours après, la colère était retombée et nous n'étions plus que 250 à débrayer pour demander l'annulation des sanctions.

Depuis, si la direction a maintenu sa décision et si les syndicats en sont restés là (et sur les sanctions et sur les revendications qui avaient été à l'origine du mouvement), certains sanctionnés, eux, ne se laissent pas faire.

Alors qu'ils avaient tous reçu des lettres individuelles de la direction indiquant les motifs pour lesquels elle décidait de les sanctionner, ils se sont réunis pour rédiger une réponse collective à la direction, réponse contestant les motifs invoqués pour justifier les sanctions. En effet, la plupart des lettres de la direction (et cela seul suffirait à prouver l'arbitraire des sanctions) contiennent des erreurs, pour le moins, quant aux faits invoqués. Tel se voyait, par exemple, repro-

cher de n'avoir pas fait son travail pendant une semaine... où il se trouvait en arrêt-maladie. Telle autre se voyait reprocher de n'avoir pas répondu à une convocation de la direction à une date à laquelle elle se trouvait... en congé annuel. Et l'on pourrait multiplier les exemples « d'erreurs » contenues dans ces lettres.

Sur le fond, ces employés font également valoir qu'ont vu les sanctionner pour des retards de 2 ou 3 jours de travail, alors que la direction, elle, a six mois de retard dans le règlement de la question des conditions de travail, question qu'elle s'était engagée à résoudre en juillet dernier et qui, parce qu'elle n'était pas résolue, avait notamment provoqué le mouvement de mécontentement du service des Comptes Généraux.

Forts de ces faits incontestables, ces employés choisis comme boucs émissaires ont donc sommé la direction de retirer ses sanctions, annonçant d'ailleurs qu'ils étaient décidés à employer tous les moyens nécessaires pour obtenir satisfaction. Affaire à suivre donc.

Correspondant LO

**SNCF**

## Contre les grévistes de la Gare du Nord, la direction envoie la police

A l'appel de la CFDT, 62 travailleurs de la société ONET sont en grève depuis le 24 janvier en Gare du Nord. Ils protestent contre le projet de restructuration de leur nouveau patron.

En effet, par le jeu des appels d'offre, la SNCF vient d'attribuer à la société ONET la charge du nettoyage de la Gare du Nord. Depuis deux ans, c'est le troisième changement de société. En général la nouvelle société réembauche les mêmes nettoyeurs. Ce qui s'est fait cette fois-ci encore. Mais la réorganisation décidée par le patron d'ONET (filiale de l'entreprise de nettoyage Reigner) impose une baisse de salaire de près de 1.000 F pour certains travailleurs et aggrave les conditions de travail.

Ainsi, pour une même charge de travail, ONET impose des journées de 6h30 au lieu de 8h, supprime le travail le dimanche qui est mieux payé, supprime les « paniers », chamboule les roulements.

Pour faire avaler ces nouvelles mesures, ONET s'est montré généreux en gratifiant ses employés d'une prime de 50 F !

Dans cette affaire, la SNCF prétend ne pas être concernée. Seulement, dans la nuit du 31 janvier, elle avait déjà fait appel à la police pour « protéger » des travailleurs recrutés dans les foyers et encadrés par des nerfs pour faire le travail des grévistes. Dans la nuit du 2 au 3 février le même scénario s'est reproduit. Les grévistes

ne se sont pas laissés faire et ont tenté d'occuper la gare.

Devant la combativité des grévistes, la SNCF a décidé de faire encore appel à la police. Dans la nuit du 6 au 7 février, les grévistes et militants de la CFDT de la Gare du Nord ont été expulsés manu militari par la police appelée par le chef de gare. Au cours de cette expulsion le secrétaire du syndicat CFDT de la Gare du Nord qui tentait d'intervenir a été roué de coups sous les yeux du chef de gare et embarqué au commissariat du 10<sup>e</sup> arrondissement.

Immédiatement, à l'appel de la CFDT, des cheminots de la Gare du Nord, les camarades du délégué embarqué, ainsi que de nombreux guichetiers de la gare ont débrayé. Un rassemblement a eu lieu dans la gare, pour protester et exiger la libération du délégué de la CFDT embarqué. Il fut finalement libéré le mardi 7 février vers midi.

D'autres grévistes ont été embarqués dans la même nuit, alors qu'ils répandaient des détritus dans la gare pour essayer de saper l'action des « jaunes ». Ils ont été relâchés mais sont aujourd'hui menacés de poursuites judiciaires.

Malgré les mauvais coups de la direction d'ONET, qui a conjugué ses efforts avec ceux de la SNCF, le moral des grévistes ne faiblit pas. La lutte contre la restructuration de l'entreprise ONET continue.

Correspondant LO

**DASSAULT (St-Cloud)**

## Le badge, ça boum

L'attentat commis il y a peu à la SNIAS-Châtillon pour, selon ceux qui l'avaient revendiqué, protester contre l'intervention militaire française au Tchad et au Liban, a des conséquences inattendues à l'usine Dassault de Saint-Cloud.

Aujourd'hui, la direction met à profit ces circonstances pour procéder à des « mesures évidentes de sécurité », en l'occurrence la mise en badges généralisée de tout le personnel. En fait la direction cherche depuis maintenant plus de deux ans à introduire le pointage par badges et, depuis cette époque, une partie importante du personnel de l'entreprise refusait d'être mis en code. Une nouvelle tentative avait eu lieu il y a un an. La direction avait alors tenté d'organiser le paiement par badges au restaurant d'entreprise. Là encore, de nombreux tra-

vailleurs imposèrent le paiement avec l'ancien système. Durant cette période la CGT avait, avec plus ou moins de détermination selon les époques, soutenu le refus de l'embauchement.

Dernièrement, elle avait même claironné que, parole de CGT, avec ou sans badge, tout le monde continuerait de déjeuner au restaurant d'entreprise.

Aujourd'hui, à cause de prétendues menaces, le ton a changé : il n'est plus question de rien refuser. La CGT a lâché en douceur ceux qui persistent dans le refus du contrôle informatique, ce qui ne l'empêche pas de « souhaiter » que la direction soit assez honnête pour ne pas en profiter...

Quoi qu'il en soit, personne parmi les travailleurs ne sait quoi que ce soit au juste sur la réalité des menaces d'attentats. Peut-

être le risque est-il réel. Ainsi, durant la semaine chômeuse de fin 1983, l'ordinateur central de l'usine a été protégé : des tranchées ont été creusées en travers de la rue, laquelle était barrée par de grosses benes, le tout sous la protection des forces de police. Aujourd'hui, un nouveau plan de circulation est mis en place autour de l'usine.

Bien sûr, s'il s'était réellement posé le problème de veiller aux allées et venues dans l'usine, la carte d'identité aurait fait l'affaire, chacun le sait. Seule la CGT fait mine de ne pas le comprendre.

Toujours est-il que la direction sait mettre à profit le climat pour imposer des méthodes qu'elle avait conçues il y a maintenant plus de deux ans et auxquelles beaucoup de travailleurs sont opposés.

Correspondant LO

Pendant la grève des nettoyeurs du métro, il y a trois ans (AFP)



Norton (La Courneuve)

## Un travailleur dans le coma : victime de l'insécurité

Mercredi 8 février à 16 h 30, un travailleur de l'atelier du Tournage chez Norton a été grièvement blessé à la tête par un morceau d'une meule qui a explosé alors qu'il était en train de l'usiner. Il est dans le coma dans un état grave.

Si nous ne connaissons pas les circonstances exactes de cet accident, nous savons par contre toute l'insécurité qui règne en permanence dans l'usine.

Une usine où les machi-

nes ont plus de 50 ans, où elles ont été rafistolées, bricolées pour leur donner une allure plus moderne.

Si de tels accidents restent exceptionnels, c'est qu'une grande part de chance a évité à nombre de travailleurs d'être blessés aussi gravement.

Aussi la réaction des travailleurs a-t-elle été spontanée. Personne n'avait plus envie de travailler sachant que notre camarade allait peut-être y laisser la vie.

Pendant une heure nous avons cessé le travail et nous sommes allés demander des comptes aux représentants de la direction.

S'ils n'en menaient pas large, leur cynisme naturel a quand même pris le dessus puisque leur seule préoccupation a été de nous avertir que nous pouvions être considérés comme grévistes. Ce à quoi un travailleur a répondu : « Oui, nous le sommes, nous tenons à la vie ».

## Les travailleurs débrayent pour les salaires

Depuis mardi 7 février, chez Norton, les travailleurs débrayent chaque jour une heure pour les salaires.

Mardi, mercredi et jeudi, nous étions un quart de l'effectif : 130 à 140 sur 470 ouvriers présents.

Il faut dire que chez Norton, nous avons de bonnes raisons d'être mécontents. Un travailleur a chiffré à 500 F par mois la perte de son pouvoir d'achat pour 1983. Et 1984 s'annonce pire encore puisque la

direction n'aurait l'intention que de nous donner 3 % de rallonge... si tout va bien !

Et en plus, près de 120 travailleurs, nouvellement embauchés depuis un an, sont payés de 2.000 F à 3.000 F moins cher que le reste de l'usine.

Alors, ces débrayages sont l'occasion pour un certain nombre d'entre nous d'exprimer leur ras-le-bol contre ces « Ewing de la meule », comme les a surnommés un travailleur.

Et comme disait un gréviste lors du débrayage de mercredi : « On est les plus forts ; le patron n'est rien sans nous. Il nous vole, il nous plume, il s'attaque à notre dignité. Nous sommes des hommes et des femmes qui avons de la dignité et on ne se laissera pas faire ».

A l'heure où nous écrivons, un autre débrayage est prévu où nous espérons être encore plus nombreux.

## CRAM Rouen

## Aide ménagère : restrictions sur le dos des retraités.

La presse et la télévision des cinq départements normands se sont fait l'écho depuis plusieurs semaines des difficultés de trésorerie que connaît le budget de l'aide ménagère de la CRAM.

Les aides ménagères ce sont des personnes qui viennent travailler au domicile des retraités qui ne peuvent accomplir certains travaux (courses, ménages, etc.). Ces aides sont employées par des associations ou des mairies, le financement en étant assuré par la Sécurité sociale et l'aide sociale des municipalités, une part de 4 francs par heure étant à la charge de l'assuré.

Le budget consacré à l'aide ménagère à Rouen s'est beaucoup développé ces dernières années et est d'ailleurs réguliè-

rement en déficit sans que cela pose problème, le déficit étant comblé généralement par des compléments de dotations. Mais en 1983, c'est l'austérité ! Et le Conseil d'administration de la CRAM décide, dès juillet, d'opérer une réduction de 10 % des heures effectuées à domicile. Cette mesure se faisait dans la plus grande discrétion. Mais le 23 décembre la CRAM annonçait qu'elle était dans l'impossibilité de payer le dernier trimestre et qu'elle demandait de réduire de 40 % les dépenses pour 1984.

Pour les aides ménagères, cela voulait dire le chômage ; et pour certains retraités, l'hospice.

Ces décisions susciteront une belle inquiétude chez les aides ménagères (soutenues

par les associations et les municipalités), qui se réuniront à Rouen. Et l'on vit des délégations venir à la CRAM demander des explications au directeur et au président du conseil d'administration.

C'est ainsi que l'on a appris que les mesures restrictives venaient du ministère, ce qui mit dans un bel embarras les députés de gauche qui, eux, ne s'en prenaient qu'à la CRAM, celui du Havre disant même « qu'il se posait des questions à propos de l'utilisation de ces fonds ».

Finalement, le ministère acceptait de combler le déficit 1983, en prenant 11 millions dans un budget des autres CRAM !

Mais pour 1984 rien n'est vraiment réglé.

Correspondant LO

En plein cœur  
de la Thomson

## Un îlot de surexploitation

A la Thomson Gennevilliers, la cantine est assurée par la Générale de Restauration, filiale de Jacques Borel International.

Sur la cinquantaine d'employés, au service et à la plonge, la quasi totalité touche 3.727 F par mois brut, soit 3.600 F net, quand ils n'ont pas été malades. C'est 150 F en-dessous du SMIC. Mais d'après le patron ce serait normal, car il considère que les repas, pris sur place, se rajoutent au salaire.

Pourtant la convention collective précise qu'il doit la nourriture « gratuite, saine et abondante ».

Or, non seulement le personnel de la cantine la paye, mais en plus, il y a des plats interdits, quand ce ne sont pas carrément les rognures de fromage et de viande qui sont offertes ; et le soir, en fait, le gérant autorise d'emporter ce qui, de

toute façon, irait à la poubelle : des légumes (patates, pâtes ou riz) et des hors-d'œuvre. Mais si par malheur une employée emmène un yaourt ou une banane un jour de fouille, c'est la mise à pied, comme cela est déjà arrivé à deux d'entre elles !

En plus des bas salaires, côté avantages sociaux, c'est vraiment zéro : en guise de 13<sup>e</sup> mois, une prime mensuelle de 180 F environ ; en cas de maladie, comme la mensualisation n'existe pas chez Jacques Borel, la paye trinque, mais en plus le patron retire un jour de vacances pour 15 jours d'absence ! Sans compter toutes les petites brimades des chefs : les engueulades pour un rien, pas de téléphone, des pauses de plus en plus courtes, les fouilles.

C'est pour faire changer tout cela que le personnel de la cantine a commencé à s'organiser.

## La réduction du temps de travail à la SNECMA

A la SNECMA, l'horaire doit être réduit à 38 heures en 1984. La direction générale a proposé de payer les heures supprimées à 70 %. La CFDT, FO, la CFTC et la CGC (mais pas la CGT) ont ratifié cette proposition et ont signé un accord accompagné d'un article dans lequel les parties signataires s'engageaient à « tenir compte de l'utilisation optimale des moyens de production ». Ce qui revient à vouloir augmenter le travail tout en réduisant l'horaire. Cela s'est déjà traduit à Gennevilliers par des diminutions de temps et à Hispano par la suppression de temps d'adaptation sur une nouvelle série.

Restait à déterminer les nouveaux horaires.

A Gennevilliers, dès le début des négociations, la direction a proposé quatre projets différents. A Corbeil, trois seulement, et l'un des projets qui aurait consisté à faire commencer la semaine de travail le lundi à 4 h 30 pour l'équipe du matin et la faire finir le samedi à 23 h 30 pour l'équipe du soir avait créé un mécontentement unanime. A la suite de deux débrayages, réunissant à chaque fois environ 2 800 travailleurs, dont le dernier mardi 7 février, la direction proposait alors à Corbeil aussi, le quatrième projet considéré comme un peu moins défavorable.

Ce projet ouvre la possibilité pour les travailleurs des équipes de rentrer chez eux plus

tôt. Mais la direction le fait payer en imposant le travail en continu pendant 7 heures devant son établi ou à sa machine, la demi-heure de repas étant placée en fin ou en début de poste. Certains travailleurs préféreraient continuer à interrompre le travail pour manger et quitter le soir à 21 h 30 au lieu de 20 h 30. La direction essaie de jouer sur cette division, mais aujourd'hui, beaucoup de travailleurs comprennent que le responsable de cette division n'est pas le camarade qui veut quitter soit à 20 h 30, soit à 21 h 30, mais la direction. Après de nombreuses assemblées et discussions, l'idée que la direction pourrait satisfaire tout le monde fait son chemin.

A Corbeil, un autre projet de la direction est de supprimer l'équipe de nuit fixe et de la remplacer par deux équipes, une travaillant de 21 heures à une heure du matin, l'autre de une heure à six heures. Le travail de nuit serait ramené de 38 à 25 heures sur cinq jours, mais cela occasionnerait une perte sèche de 3.000 à 4 000 F sur le salaire. Les 150 travailleurs concernés sont loin d'accepter.

La réduction du temps de travail devrait être l'occasion de voir nos conditions de travail s'améliorer, et non empirer pour certains. Voilà ce que pensent beaucoup de travailleurs de la SNECMA.

Correspondant LO

## □ Des licenciements dont on ne parle pas

Si la presse et la télévision annoncent des centaines de milliers de licenciements dans l'industrie, dans les hôpitaux c'est en douce que les mauvais coups sont en préparation. C'est ainsi qu'au CHR de Bordeaux, le budget vient

de revenir du ministère, amputé paraît-il de 2,5 milliards ou même de 5 milliards... On ne peut pas savoir le chiffre exact.

La direction locale a aussitôt réagi... En démissionnant ? Vous

n'y êtes pas !

En licenciant 250 employés auxiliaires ayant deux ou trois ans d'ancienneté.

Aussi le mécontentement n'a pas tardé à se manifester.

## □ Les réactions du personnel

Ce sont 220 employés, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps, qui ont débrayé à l'appel des 3 syndicats (CGT, FO, CFDT) pour exprimer le mécontentement et la crainte qui règnent à l'Hôpital-Sud.

L'ambiance était à la colère. Une seule voix discordante cependant, celle de la secrétaire générale des hospitaliers CGT qui a essayé d'expliquer : « Mais non, le ministre n'a pas « amputé » le budget, il s'agit de... ». Personne n'a

compris de quoi il s'agissait exactement, sauf de blanchir le ministère. La combativité existe donc, mais l'assemblée ne voyait pas trop quelle méthode de lutte employer :

- Grève du zèle ?
- Grève administrative ?
- Grève illimitée (non repris) ?

Il a été décidé un débrayage avec manifestation combative dans les rues de Bordeaux, avec les autres hôpitaux, jeudi 9 février.

Il faut que l'on parle de nous, que la presse et la télévision y soient. Et un tract sera distribué à la population.

Bien sûr, dans l'esprit des participants, cette action ne peut être qu'un début.

Aux dernières nouvelles, dans les autres hôpitaux : à Saint-André une AG de 300 personnes a eu lieu, et à Pellegrin une AG de 100 personnes à l'appel de la CGT.

Donc, rendez-vous à jeudi matin.

## □ Les employés se rebiffent

Tous ces auxiliaires licenciés, la direction veut nous faire faire leur travail, à nous qui ne sommes pas encore jetés à la rue.

Un exemple : à la Salubrité du centre François-Magendie (Gériatrie Hôpital-Sud), la trouvaillie de la direction c'est de modifier nos horaires pour

boucher les trous.

Il faudrait faire 7h-15h puis 13h-21h et enfin 9h-17h dans la même semaine.

Comment organiser notre vie, le gardiennage des enfants ? Débrouillez-vous !

Aussi toutes les équipes ont signé une pétition, l'ont fait signer ensuite en solidarité à 50 employés des

services et sont allés à la direction une première fois, en obtenant un premier recul.

Et une deuxième délégation a été nécessaire pour que la direction abandonne son projet et accepte un roulement voulu par les employés.

Exemple à suivre...

## Lyon : Hôtel-Dieu

### La marmite bout toujours dans les cuisines

Le personnel des cuisines de l'Hôtel-Dieu poursuit des actions de débrayages depuis le 27 janvier pour protester contre la privatisation des cuisines et les mutations du personnel dans les autres hôpitaux. Le 6 février une cinquantaine de personnes des cuisines d'un autre hôpital des Hospices Civils de Lyon en grève de solidarité sont venus apporter leur soutien. Le personnel des cuisines de l'Hôtel-Dieu a alors décidé de marquer cette journée en servant gratuitement 600 repas environ et en organisant un piquet de grève accueillant le personnel. Un moyen pour eux de populariser leur mouvement auprès du personnel soi-

gnant. Le 7 février, un débrayage était organisé au niveau de tous les hôpitaux, de tous les hospices civils, à l'appel des trois organisations syndicales CGT, CFDT, FO. Nous nous sommes retrouvés devant la préfecture pour soutenir la délégation qui devait être reçue par le représentant du commissaire de la République. Rien de positif n'est ressorti pour l'instant de cette entrevue... A l'issue de ce rassemblement, chaque syndicat a appelé à des rassemblements de ses syndiqués chacun de son côté, ce qui fait que le personnel gréviste s'est trouvé désemparé, ne sachant où aller alors que depuis le début du mouvement, il réclamait

l'unité d'action des trois organisations syndicales. La CGT refusait l'accès de leur réunion aux non-syndiqués, faisant un barrage dissuasif, ce qui a provoqué la colère des grévistes. Quant à la CFDT, installée dans une autre salle, elle a proposé une intersyndicale. Le jeudi 9, les grévistes de l'Hôtel-Dieu ont diffusé eux-mêmes dans toutes les cuisines des Hospices Civils de Lyon un tract d'appel à une assemblée générale. Par ailleurs, ils ont prévu d'aller ensemble demander des comptes à la direction de l'hôpital qui commence à convoquer individuellement chaque agent pour lui proposer sa mutation.

## Des restrictions qui passent mal

Comme d'autres hôpitaux, le Centre Hospitalier général de Roanne est lui aussi touché par les restrictions budgétaires.

Première conséquence : l'administration essaye de rogner sur les services techniques et généraux. Ainsi la direction vient-elle d'annoncer la fermeture de la cuisine, pourtant toute neuve, de l'annexe Bonvers. Résultat : les 6 employés de la cuisine vont être placés sur d'autres services et c'est par camions que les repas des malades seront transportés de l'Hôpital général à Bonvers, distant de 6 km !

Mais ce sont tous les services qui sont menacés, puisque l'administration annonce qu'il y a 85 postes en excédent, alors qu'il y a déjà de plus en plus de travail, qu'il manque beaucoup de monde au point que les départs en stage ont été suspendus et qu'on veut imposer un nouvel aménage-

ment, plus restrictif, des vacances.

A tout cela est venue s'ajouter l'annonce de l'augmentation du prix de self, qui passe de 13,50 francs à 23 francs (70 % de hausse !), et l'augmentation du prix de la crèche.

Il y a de quoi être mécontent, et pour le montrer une première assemblée générale s'est tenue le 27 janvier et a rassemblé 150 personnes. A la suite de cette AG, la salle où se tenait une réunion du Conseil d'administration a été envahie, ce qui a obligé le Conseil d'administration à repousser la décision des hausses et le vote du budget.

Et le vendredi 3 février, au cours d'un débrayage, nous nous sommes retrouvés à une centaine pour aller protester devant la mairie de Roanne tenue par Jean Auroux, ex-ministre du Travail !

Correspondant L.O.

## Lycée Chérioux (Vitry)

### Les lycéens dans la rue

Mercredi 1<sup>er</sup> février les élèves de Terminale TICA (collaborateurs d'architectes), à qui il manquait un professeur, sont allés au rectorat. Devant le refus de les recevoir, ils ont fait circuler une pétition dans le lycée. Le lendemain une autre classe, la Terminale B, sans professeur d'économie depuis 2 mois, s'est jointe à eux. Les élèves sont passés dans les classes et une bonne moitié du lycée s'est mise en grève pour protester également contre les suppressions de 6 postes prévus pour la rentrée 1984.

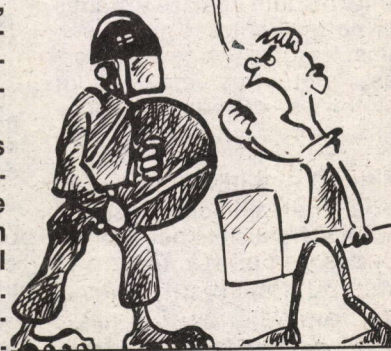
Nous avons bloqué la nationale 7 qui longe le lycée, pour faire signer une pétition aux automobilistes. Ceux-ci étaient plutôt hostiles, sauf les jeunes. Cela n'a pas tardé : on a vu arriver une demi-heure plus tard 3 cars de CRS. Ils ont essayé de nous disperser, mais il n'y sont pas arrivés et nous nous sommes tous retrouvés au lycée. L'après-midi, au rectorat nous avons trouvé porte close. Le lendemain des groupes d'élèves sont allés contacter les autres lycées du Val-de-Marne. Certains étaient déjà en grève (Jean-Macé), d'autres ont débrayé partiellement : Romain-Rolland et Guillaume-Apollinaire.

L'après-midi nous sommes allés au ministère puis à la mairie de Vitry, qui a promis son soutien. Lundi, le moral était au beau fixe. L'après-midi nous sommes retournés au minis-

tère avec les élèves de Darius-Milhaud (Kremlin-Bicêtre). Ces messieurs ont fermé leur porte sous prétexte que nous n'avions pas de rendez-vous. Par contre les CRS étaient au rendez-vous. Comme quoi il y en a qui sont plus vite prévenus que d'autres.

Mardi matin, le LEP s'est mis en grève et cela nous a donné envie de continuer. Alors nous avons décidé de nous organiser. Nous avons voté la grève et élu un comité de grève. Nous avons discuté de la manière d'étendre la grève, convaincre ceux qui étaient retournés en cours et entraîner les autres lycées. Nous avons discuté des revendications et des buts du mouvement. L'après-midi nous avons revoté la grève et organisé les délégations vers les autres lycées. Nous avons prévu pour jeudi une manif centrale.

ON VEUT UN PROF ET ON N'A PAS DE LEÇON A RECEVOIR DE VOUS...



## MARSEILLE

# Manifestation syndicale interprofessionnelle

Mardi 7 février, à Marseille, 6 000 travailleurs ont manifesté pendant deux heures, du haut de la Canebière à la Bourse du travail, à l'appel de la CGT. Cet appel s'adressait à l'ensemble des entreprises du public et du privé de la région Provence-Côte-d'Azur. Les travailleurs se sont retrouvés nombreux pour risquer ensemble aux menaces de licenciement et à la réduction de leur pouvoir d'achat.

Actuellement la région compte 182 000 chômeurs et c'est deux millions de suppressions d'emplois qui ont été annoncés dans les entreprises marseillaises : La Générale Sucrière qui emploie 900 travailleurs a annoncé en décembre 250 licenciements. Alstom prévoit 31 licenciements sur les 250 salariés, 72 travailleurs de PCUK sont menacés. Dans les entreprises chimiques de la région, 150 emplois sont menacés. Quant aux houillères, à la sidérurgie et aux chantiers

navals, ce sont les secteurs les plus menacés.

Les mots d'ordre étaient : « *Mauroy, du pouvoir d'achat* », « *Fabius, de l'emploi en plus* », « *Union, action, préparons, construisons, transportons français* », « *Non aux licenciements* », « *Pouvoir d'achat, ça ne va pas* ».

En tête de la manifestation, des travailleurs des chantiers navals de La Ciotat suivaient une voiture qui portait la maquette d'un bateau nommé « Désiré ». Certains travailleurs des Chantiers navals portaient une pancarte réclamant la nationalisation des chantiers.

Des travailleurs de Pechiney et des mineurs de Gardanne étaient venus avec un camion plein d'alumine et deux camions remplis de charbon qu'ils ont déversés sous les applaudissements.

Les manifestants étaient contents de se retrouver nombreux. Il y avait longtemps qu'ils n'avaient pas vu une telle manifestation.

## DANS LES ENTREPRISES

## RENAULT-CLEON

# Débrayage pour les acomptes

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la direction a décidé que le service Paye ne délivrerait plus les acomptes en liquide, comme cela se faisait jusqu'à maintenant, mais en chèques. En plus, elle rallonge les délais pour toucher cet acompte, car ce n'est plus le jour même qu'on touche notre argent : il faut attendre maintenant 3 à 5 jours, sans compter le temps que met la banque pour encaisser le chèque.

Au début, peu d'entre nous étaient au courant de cette nouvelle pratique. Ensuite la direction, devant notre mécontentement, s'abritait derrière la loi qui obligerait maintenant les patrons à verser les acomptes en chèques. Mais de nombreux travailleurs demandaient aussi à juste titre : « Pourquoi trois jours de délai pour signer un chèque » un délai qui paraît pour le moins étonnant.

Mais lundi 30 janvier, après que la presse eut révélé que la Régie avait perdu 587 millions de nouveaux francs avec son café colombien, les réflexions allaient bon train dans les ateliers et nous étions nombreux à nous demander pourquoi la Régie, qui n'hésite pas à jongler avec des milliards en pure perte, nous embêtait pour un malheureux acompte !

D'autres camarades faisaient remarquer aussi : quand on a besoin d'un acompte, c'est généralement le jour même et pas une semaine après !

Le jeudi 2 février, sur la chaîne moteurs du bâtiment S, les délégués CGT et CFDT appelèrent donc à un débrayage pour exiger de la direction qu'elle revienne à

l'ancien système des acomptes, ou tout au moins qu'elle accélère la remise du chèque non barré, afin que nous le touchions aussitôt.

Et c'est à une centaine que nous nous sommes retrouvés devant les bureaux de la direction, pour montrer notre mécontentement.

Une délégation fut reçue et la direction, s'abritant toujours derrière la loi, promit cependant de faire des efforts pour que les délais soient raccourcis, mais elle maintenait toujours le principe du chèque.

Pour de nombreux travailleurs présents, c'était un premier avertissement et si les « efforts » de la direction nous paraissent insuffisants, nous saurons nous manifester à nouveau.

Correspondant LO

## SPECIA (Saint-Genis Laval)

# Augmentez nos salaires

L'usine Spécia, située à Saint-Genis-Laval, à côté de Lyon, fabrique des médicaments. Elle fait partie du groupe nationalisé Rhône-Poulenc et emploie 500 personnes. En début d'année, la direction annonçait que, suivant les consignes gouvernementales, les augmentations de salaires ne dépasseraient pas 3,5 % en 1984. Cela a fait discuter dans les secteurs, d'autant que la paye de janvier, non seulement n'a pas augmenté mais a même diminué à cause du prélèvement supplémentaire de 1 % de cotisation vieillesse. « Les salaires, ça ne va plus », et beaucoup ont tenu à le faire savoir à la direction. Ce

sont les ouvrières du Comprimé IV qui ont d'abord fait six jours de grève. On leur avait en effet promis que, si elles respectaient une nouvelle organisation du travail, elles auraient leur coefficient augmenté. Comme elles ne voyaient toujours rien venir, elles se sont mises en colère. Finalement, la direction a accordé à toutes des changements de classification qui correspondent à des augmentations de 140 à 210 francs, et le paiement de deux jours de grève sur les six. Puis les mécanos du service Entretien ont décidé de faire un cahier de revendications et de se lancer dans une série de débrayages. En début de

semaine, ce sont à leur tour le Magasin, la Comptabilité avec le Laboratoire, la Fabrication, les ouvrières du Comprimé I et II, qui déposèrent leurs propres cahiers. Partout, la même volonté revient : ils réclament que les salaires augmentent. Mais pour le moment c'est chacun de leur côté qu'ateliers et secteurs vont régulièrement dans les bureaux de la direction pour appuyer leurs revendications. Les travailleurs de Spécia tiennent à montrer qu'ils sont mécontents et la venue prévue pour vendredi 20 des deux directeurs de Spécia à l'usine sera une nouvelle occasion de le faire.

## THECLA (Delle 90)

# Des mulets qui risquent de leur botter les fesses

La Thecla emploie près de 800 salariés à l'usine de Delle. C'est une entreprise de sous-traitance pour l'automobile : Peugeot, Renault, General Motors, Bosch, etc. C'est une fonderie alu et zinc, spécialisée dans la fonderie sous pression des embouts de bougies, carters, et diverses petites pièces métalliques. Trente mois après avoir déposé son bilan, le patron a reçu des aides, le déficit a été comblé, des machines plus performantes ont été achetées et, comme le dit la presse, Thecla est maintenant le n° 1 français de la fonderie sous pression. Il faut dire qu'il y a 4 ou 5 ans il y avait 1200 salariés. Départs en pré-retraite, licenciements, renvois d'intérimaires et bas salaires : c'est surtout les ouvrières et ouvriers qui ont payé la note.

C'est justement sur les salaires que le mécontentement s'exprime dans certains secteurs. Depuis quelques semaines à l'usinage zinc, où travaillent surtout des femmes, on en avait marre de notre bas coeffi-

cient. Malgré 9,16, 20 ou même 32 ans dans cet atelier, notre coefficient à 155 équivaut à un salaire de 3 800 F net. Notre revendication, c'est le coefficient 170 pour tout le monde, vu que quelques-unes l'ont obtenu ; « à la côte d'amour », comme le disent les ouvrières en plaisantant. Alors lundi 30 janvier, après avoir discuté, on est allés avec un délégué trouver le chef d'atelier à une trentaine (la grande majorité de l'atelier), pour lui dire notre façon de penser. Il n'a rien voulu savoir, et nous a même dit : « Dans la vie, il y a des chevaux qui gagnent l'Arc de Triomphe », et les autres qui resteront des mulets. Et on a besoin de mulets ». Il nous a dit que nous n'avions qu'à demander notre mutation à l'usinage Alu, où pratiquement tout le monde a le 170 depuis une grève. Mais son mépris ne nous a pas intimidées, il a bien dû nous entendre. Et nous n'étions pas déçues d'avoir pu lui dire notre façon de penser. Et il n'a peut-être pas fini de nous entendre.

Correspondant LO

## CHAIGNAUD (Charente)

# Contrats de solidarité, le patron signe et persiste... à licencier

Chaignaud, entreprise du textile près d'Angoulême, emploie 1200 personnes. Le patron est un des rares en Charente à avoir signé deux ans de suite un contrat emploi-investissement. En échange de réductions importantes des charges sociales, et d'aides financières, ces contrats l'obligeaient à maintenir un certain taux d'investissement et l'effectif, qui devait rester le même, un an jour pour jour après sa signature. Alors, dans cette usine où la moyenne d'âge était élevée, une centaine de vieux travailleurs ont adhéré à un contrat de solidarité. Ils sont partis en pré-retraite, remplacés par autant de jeunes. Déjà,

pendant leur mois d'essai, le patron a fait un tri et certains n'ont pas été pris.

Mais dernièrement ce sont trois des nouveaux embauchés (depuis moins d'un an) que la direction du Chaignaud vient de licencier, sans avertissement préalable. Et pour quel motif ! L'un d'eux pour « rendement insuffisant », alors qu'il n'était à un poste que depuis quelques jours. Un autre pour « refus de changer de poste » et même pour « menace d'arrêter le travail » ! C'est bien sûr un avertissement adressé par la direction à tous les embauchés, mais c'est aussi pour elle un moyen de montrer que, contrainte ou pas, elle embauche ou

licencie comme elle veut.

Alors, lorsque les travailleurs ont appris ces mesures prises à l'encontre des jeunes par le patron, cela a suscité de nombreuses réactions de mécontentement : « Il veut dresser les jeunes » : « Avant, avec les contrats temporaires, il faisait le tri ; maintenant ça continue » ; « Il tourne les contrats comme il veut ». Et un travailleur soulignait que, sur les 100 embauchés, aucun n'a fait son service militaire : alors il faut passer la date de fin de contrat, rien ne garantit la réembauche à la fin de l'armée !

« C'est de la solidarité à sens unique » !

A propos de « Vietnam », série d'émissions de Henri de Turenne :

## Les allergies des « anciens de l'Indo »

Que la télévision ait commencé la diffusion d'une série d'émissions réalisées par Henri de Turenne sur l'histoire du Vietnam, et ce fut le tollé de tous les nostalgiques du « temps béni des colonies ». L'Amicale des anciens combattants de Dien Bien Phu, Michel Frois, ancien chef d'information militaire du général De Lattre, Jean Letourneau, ancien ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés d'Indochine, Jacques Gandouin, ancien chef de cabinet du président de l'Assemblée de l'Union française, ont fait part dans les colonnes du *Figaro* de leurs impressions d'écœurement à la vue des trois premières émissions de Henri de Turenne, traitant de la politique coloniale de la France jusqu'à la défaite de Dien Bien Phu.

Certes, le réalisateur n'est pas, loin de là, un défenseur de l'action civilisatrice de l'impérialisme français. Au contraire, même. Dans ses deux premiè-

res émissions, il dénonçait la violence de la conquête coloniale, le travail forcé des populations dans les plantations d'hévéas, de riz, dans les constructions de routes ou les exploitations des mines d'anthracite. Il décrivait le mépris dans lequel les colons tenaient les populations locales, même les « élites » qui, bien que bardées de diplômes, étaient tenues, à leur retour de France, dans des emplois subalternes.

Et puis, Henri de Turenne nous rapportait aussi les oppositions, parfois sourdes, parfois ouvertes, entre les impérialistes pour le contrôle des territoires du Sud-Est asiatique.

Comment, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, après l'effondrement du Japon, ce fut de nouveau, les armes à la main, que l'armée française a reconquis l'Indochine malgré l'hostilité marquée des Etats-Unis; comment dans la période suivante l'impérialisme américain soutient les entrepri-

ses guerrières de la France allant jusqu'à payer 80 % des dépenses militaires de la guerre française d'Indochine.

Mais, pour les « anciens d'Indo », le comble fut atteint lors de la troisième émission, qu'Henri de Turenne consacra à la défaite de l'impérialisme français à Dien Bien Phu. « *Un véritable panégyrique de l'œuvre communiste* », se sont-ils exclamés. « *Il fallait rendre hommage au courage des soldats que la France a envoyés là-bas* », ont-ils dit et non à « *la marée humaine des termites jaunes, ces combattants d'un autre âge qui progressaient irrésistiblement vers les points d'appui français en creusant leur avancée dans la terre* ».

Pourtant Henri de Turenne a donné aussi la parole à un para français, le commandant Jean Pouget, qui vanta l'héroïsme des soldats de Dien Bien Phu submergés par la masse des combattants vietminh. Mais visiblement ce para n'avait pas

grand-chose à dire si ce n'est de constater lui aussi la défaite.

En fait, ce que n'ont pas supporté les vaincus du colonialisme, c'est l'image de ce simple soldat vietnamien, le soldat Vinh, racontant trente ans après — et hilare à l'évocation de ce souvenir — comment le 7 mai 1954, il fit irruption dans le poste de commandement français et contraignit le général de Castries et tout son état-major à lever les mains, geste humiliant pour des galonnés vaincus et obligés de se rendre à d'anciens paysans qu'ils méprisaient.

L'armée française avait beau être entraînée et bien équipée, elle ne put que reculer face à la détermination de tout un peu-

ple luttant pour son indépendance et son droit à disposer de lui-même. Bien d'autres armées impérialistes en feront d'ailleurs l'amère expérience, en particulier l'armée américaine qui, prenant la relève des troupes françaises défaites s'enfoncera elle aussi dans un borborygme qu'on appellera non plus indochinois mais vietnamien.

C'est à la « période américaine » que doivent être consacrées les prochaines émissions. Nous espérons que les documents et les témoignages que nous présentera Henri de Turenne seront tout aussi passionnants que ceux présentés lors de la « période française ». Alors ne ratez pas les trois émissions à venir. G.L.

## Sélection

### Samedi 11 février

22 h 05. A2. **Les enfants du rock.** Emission de Philippe Manœuvre avec des séquences sur Led Zeppelin, Kiss, Deep Purple, AC-DC, Motörhead.

22 h 50. FR3. **Musiclub**, une émission de Charles Imbert : Joseph Haydn : concerto en do majeur pour violoncelle par Mstislav Rostropovitch avec l'orchestre symphonique de Boston.

### Dimanche 12 février

19 h. TF1. **Sept sur Sept.** Grand témoin : François Mitterrand.

20 h 35. TF1. **Coup de tête.** Un film de Jean-Jacques Annaud avec Patrick Dewaere. Un excellent film qui met en scène un footballeur cabochard en prise avec son chef d'entreprise, à la fois son patron et président de son club sportif. Un film qui ironise sur les petites et grandes magouilles du football amateur.

21 h 45. A2. **Vietnam** d'Henri de Turenne. Quatrième partie d'une série documentaire sur le Vietnam. Cette semaine : Oncle Sam contre Oncle Ho (1954-1967).

20 h 35. FR3. **Un pays, une musique.** La mémoire des peuples francophones. Une émission de Claude Fléouter. Cette semaine : **Louisiane, oubliée pas qu'on est cajun.** Avec le chanteur acadien, Zachary Richard.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit.** Aspects du film noir : **L'ultime razzia**, un film américain de Stanley Kubrick : Johnny Clay, un

ancien bagnard d'Alcatraz, tente d'organiser le dernier « grand coup ». Un film policier dans la grande tradition des « films noirs ».

### Lundi 13 février

20 h 35. TF1. **Gueule d'amour.** Un film de Jean Gremillon avec Jean Gabin et Mireille Balin. Un sous-officier de spahis, Lucien Bourrache, tombe sous le charme d'une femme de luxe qui le manipule comme une marionnette.

22 h 05. TF1. **Etoiles et toiles.** Une émission cinématographique de Frédéric Mitterrand. Avec des extraits de **Un amour de Swann**, **Scarface**, **Je demande la parole**.

### Mardi 14 février

20 h 35. TF1. Edition spéciale : **Le racisme en question.** Une émission d'Anne Sinclair. Parmi les invités, Albert Jacquard (généticien), Françoise Gaspard, ancien maire socialiste de Dreux, Jean-Pierre Stirbois, nouveau maire adjoint d'extrême-droite, Alain de Benoist et deux radios libres, Radio Beur et Radio Méditerranée.

21 h 55. TF1. **Vagabondages.** Emission de variétés de Roger Gicquel. Saint-Tropez l'hiver avec Catherine Lara, Gilles Vigneault, Luis Llach, André Peyron.

22 h 30. FR3. **La vie en face : La République nous appelle.** Un reportage sur les soldats du 1<sup>er</sup> RHP stationné à Beyrouth. L'émission s'ouvre sur **La Madelon** et se termine sur **Le chant du départ**. Tout un programme !

### Mercredi 15 février

18 h. A2. **Oleg Popov : profession clown.** Une émission sur le prestigieux clown soviétique.

### Jeudi 16 février

21 h 30. TF1. **Contre-enquête : Ici, rue Taoufik.** L'émission reparlera de la mort le 9 juillet 1983 de ce gosse de la cité des « 4000 », tué d'un coup de carabine.

21 h 30. A2. **L'histoire en question.** Alain Decaux raconte le bombardement le 18 février 1944 de la prison d'Amiens par la Royal Air Force.

20 h 35. FR3. **Le mystère Picasso.** Un film de Henri-Georges Clouzot sur le grand peintre.

### Vendredi 17 février

21 h 30. A2. **Apostrophes.** Une émission de Bernard Pivot : **Album de famille.** Avec Jean Hugo (**Le regard de la mémoire**), François Chapon (**Mystère et splendeurs de Jacques Doucet**), Miriam Cendrars (**Blaise Cendrars**), Eric Neuhoof (**Un triomphe**).

22 h 55. A2. **Ciné-club : Au bord de la mer bleue**, un film soviétique de Boris Barnet (1935). Une histoire d'amour toute simple. Deux mécaniciens sont sauvés de la noyade dans la mer Caspienne. Ils tombent amoureux de Machenka.

20 h 35. FR3. **Ils meurent de faim... et alors ?** Un film de Lionel Rotcage qui montre comment la lutte contre la faim est dans une impasse totale.



L'Indochine et Dien Bien Phu tels que les nostalgiques des guerres coloniales voudraient qu'on en parle ?

(Affiches de l'exposition « La mémoire murale politique des Français »).



# EXPOSITION

## « La mémoire murale politique des Français »

Jusqu'au 26 février se tient à la Conciergerie une exposition consacrée à l'affichage politique en France, de la Renaissance à nos jours. Plus de quatre cents affiches sont ici rassemblées, la première datant de 1570.

L'affiche murale fait son apparition à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, après la découverte de l'imprimerie. Emanant essentiellement des pouvoirs publics jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les « placards » apposés sur les murs servaient à informer la population. Mais avec la révolution de 1789, l'affiche devient contestataire, et il en fut de même à toute période de lutte sociale ou politique ; les affiches de la Commune de Paris sont là pour le rappeler.

Mais c'est surtout depuis le début de ce siècle que partis, syndicats — et aussi les gouvernements — ont utilisé l'affiche comme moyen de propagande. Ainsi peut-on voir celles imprimées pendant la guerre de 1914-1918 appelant à « verser son or pour la patrie », celles des syndicats menant campagne pour la journée de 8 heures en 1918 et, en réponse aux affiches électorales du Parti Communiste, celles de la droite réactionnaire désignant l'ennemi, par exemple, sous les traits d'un ouvrier qui crache sur la tombe du soldat inconnu ! Puis ce fut 1936, l'appel à manifester le 1<sup>er</sup> mai, l'explosion de joie populaire, et la droite ensuite qui se mobilisa contre le Front populaire.

Avec la Seconde Guerre mondiale, c'était surtout le « Travail-Famille-Patrie » qui s'affichait sur les murs. On arrive ensuite aux affiches retraçant l'époque des guerres coloniales : « Tu es un homme, va en Indochine défendre la liberté, tu deviendras un chef ! » clamait un affiche anonyme de 1952 tandis que, trois ans plus tard, le Parti Communiste demandait « une négociation pour le cessez-le-feu et la paix en Algérie ».

Des affiches évoquent alors la venue au pouvoir de De Gaulle ; dix ans après, c'était Mai 1968 et la floraison d'affiches sérigraphiées. Et finalement on nous présente les panneaux publicitaires que se paient les candidats des grands partis politiques...

L'ensemble forme une exposition intéressante, bien présentée, apportant des documents sur les événements politiques qui ont marqué la France. Cela vous fait presque regretter que, sur les quelque 70 000 affiches qu'Alain Gesgon a collectionnées depuis plus de vingt ans, il n'y en ait que 400 exposées.

Marianne LAMIRAL

La mémoire murale politique des Français. A la Conciergerie du Palais, Ile de la Cité, à Paris. Ouvert tous les jours de 10 h à 16 h 30.



Affiche du Syndicat National des chemins de fer (1910).

Affiche de la Commission américaine de préservation contre la tuberculose (1917).



## Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes

### Films récents...

LE JOUR D'APRÈS.  
de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo).  
Berlitz 2<sup>e</sup>. Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Saint-Germain Studio 5<sup>e</sup> (vo). Bretagne 6<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Elysées Lincoln 8<sup>e</sup> (vo). UGC Gare de Lyon 12. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo). Clichy Pathé 18<sup>e</sup>.

NUAGES FLOTTANTS.  
de Mikio Naruse.

Un film très sensible sur l'amour contrarié d'une femme pour un homme marié mais c'est en même temps un tableau sur la misère et le poids des traditions dans le Japon d'après guerre.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo).  
Olympic Saint-Germain 6<sup>e</sup> (vo).  
Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo).

LE BAL.  
d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire.

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup>. Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>.  
Hautefeuille 6<sup>e</sup>. Pagode 7<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup>. Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>.

LES COMPÈRES.  
de Francis Veber.

Un adolescent en cavale pour fuir sa famille se retrouve avec deux pères supplémentaires (Pierre Richard et Depardieu) à la recherche de leur supposé rejeton. Un film plein d'humour et bien sympathique sur l'épanouissement du sentiment paternel.

Marignan 8<sup>e</sup>. Français 9<sup>e</sup>. Paramount Opéra 9<sup>e</sup>.

LA BALLADE DE NARAYAMA.  
de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5<sup>e</sup> (vo).

RUE CASES-NÈGRES.  
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup>. 14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup>. Saint-Ambroise 11<sup>e</sup>.

CARMEN.  
de Carlos Saura.

Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.

Cinoches 6<sup>e</sup> (vo).

### ... et moins récents

MOLIERE  
d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

Bonaparte 6<sup>e</sup>.

TO BE OR NOT TO BE.  
de E. Lubitsch.

La version de 1942, un classique du film comique : comment le théâtre peut servir la résistance dans la Pologne occupée par les nazis.

Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage...

Impérial 2<sup>e</sup>.

TUEURS DE DAMES.  
d'Alexander Mackendrick.

Cinq tueurs, c'était assez pour un hold-up, mais tout à fait insuffisant pour venir à bout d'une vieille dame.

Action-Ecole 5<sup>e</sup> (vo).

FENÊTRE SUR COUR.  
d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe ce qui se passe chez ses voisins.

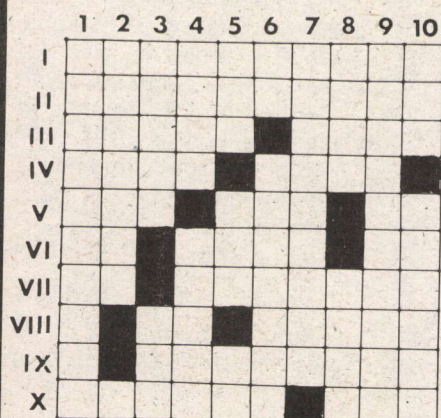
Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo).  
Berlitz 2<sup>e</sup>. Saint-Germain Village 5<sup>e</sup> (vo). Gaumont Champs-Elysées 8<sup>e</sup> (vo). Action Lafayette 9<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Bastille 11<sup>e</sup> (vo). Athéna 12<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Montparnasse 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Wepler 18<sup>e</sup>.

LA TRACE.  
de Bernard Favre.

A travers la vie d'un colporteur, l'existence en Italie du Nord et en Savoie au XIX<sup>e</sup> siècle, époque où le royaume de Savoie était rattaché à la France, à la stupéfaction des habitants qui n'y comprenaient rien et que les frontières ennuyaient.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup>. Quintette 5<sup>e</sup>.  
Marbeuf 8<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup>.

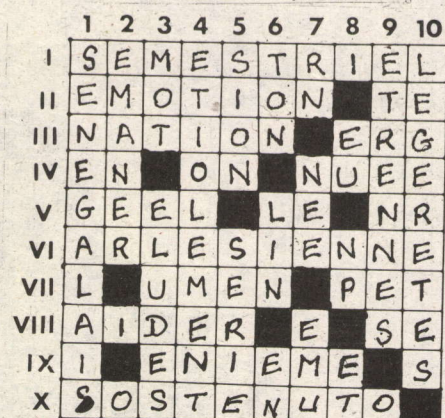
## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — 1. Contient du linge ou des billets. 2. Peuvent nous piquer. 3. Peut stopper un flux. Pré. 4. Court vite. A rendre. 5. Déplace. Une rétraction de muscles en est la cause. Note. 5. Ubu l'était. Table de pressoir. Rapport. 7. Consonnes. Qui reviennent périodiquement. 8. Attribue. Peut-être. Non apprêtées. 9. Utile pour voler. 10. Elle fait partie d'une bande des quatre. Au calendrier.

**VERTICALEMENT.** — I. Ils voient passer des skieurs. II. Faute rectifiée. III. Ralentissement. Latte sportive. IV. Située. Huches à pain. V. Glace chez nos voisins. Annonce l'union. Grecque. VI. Ça marche. Outil de cordonnier. VII. Ils ont un rôle dans les courses. VIII. Coule en Afrique. Attrapées. IX. Multiplie. X. Orientation. Entrelacée.

Solution du n° précédent



## « Le grand frère » d'Hélène Carrère d'Encausse

Hélène Carrère d'Encausse, dans ce livre, traite des rapports du « grand frère » (l'URSS) avec les pays de l'Est (RDA, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie, Roumanie et Bulgarie) de 1944 à nos jours, en universitaire qui ne se cache pas d'aborder la question d'un point de vue ouvertement anti-communiste.

La première partie du livre est consacrée à un historique de la constitution de ces Etats après la Deuxième Guerre mondiale. Et si l'auteur reconnaît que cette zone d'influence européenne avait bien été accordée par les « alliés » lors de leur partage du monde de Yalta, elle ne se fait pas faute d'insister sur ce qu'elle appelle leur naïveté vis-à-vis de Staline, Roosevelt étant présenté en particulier comme quelqu'un ignorant tout des noirs desseins soviétiques et qui se serait laissé rouler par le Kremlin.

Heureusement, tout dans ce livre n'est pas de la même veine, et l'auteur sait parfois être un peu plus nuancée. Notamment lorsqu'elle décrit les différences existant, de 1944 à 1947, dans les régimes d'occupation soviétique entre, par exemple, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

De même, si l'anticommunisme de l'auteur l'empêche de faire une différence entre la politique de Staline et celle des bolchéviks ou entre la révolution ouvrière de 1917 et la mainmise militaro-policière de l'URSS sur les Etats d'Europe centrale, par contre elle sait fort bien reconnaître les tendances à se tourner vers ce qu'elle appelle « le monde libre », tendances qu'elle décrit assez bien pour chacun des pays dits de démocratie populaire. Et, à propos notamment des événements hongrois de 1956, elle montre comment des hommes comme Nagy se

Budapest en octobre 1956.



défiaient (ce qu'elle approuve) de la classe ouvrière mobilisée et armée.

Toute la fin de son livre consiste à démontrer que, plus le temps passe, plus les pays de l'Est vont s'intégrer à l'URSS. Pour étayer sa démonstration, elle utilise des arguments puérils telle une analyse des textes des différentes constitutions et de l'évolution de ces textes. Mais aussi elle fait preuve d'une mauvaise foi évidente. Par exemple, selon elle, la conséquence de la crise économique mondiale et de l'endettement de ces pays par rapport à l'Occident aboutirait exclusivement à une accentuation de la dépendance de ces pays vis-à-vis de... l'URSS !

Sur le plan politique tous les soubresauts qui ont agité les pays du glacis soviétique (grève de 1953, Pologne et Hongrie 1956, Tchécoslovaquie en 1968, Pologne en 1980) montrent qu'en matière d'intégration rien n'est résolu, loin de là, et que la domination de l'URSS se fait aussi par la présence militaire et que les appareils politiques en place (partis communistes) sont nettement insuffisants pour empêcher à eux seuls que ces pays cherchent à distendre leurs liens avec l'URSS.

Le but d'Hélène Carrère d'Encausse est de démontrer que cette « intégration » est un premier pas pour dominer l'Europe puis le monde et qu'en conséquence les Occidentaux doivent se préparer à réagir. Historienne de la « guerre froide » vue de l'Est, Carrère d'Encausse est donc surtout une chaude partisane de cette même guerre (froide pour l'instant) mais en se situant ouvertement dans le camp occidental. A dire vrai, les lecteurs connaissant ses précédents écrits le savaient déjà.

Il reste que son *Grand frère* fait le point sur les

relations actuelles de l'URSS et des pays de l'Est, mais c'est bien maigre, car pour ce qui concerne les événements plus anciens, elle n'apporte pas vraiment de nouvelles informations. Maintenant si on veut connaître une histoire un peu moins réactionnaire des pays de l'Est, on peut toujours préférer le livre de François Fejtö (*Histoire des Démocraties populaires*), paru dans la collection Point Seuil.

Samuel LATAN

Le grand frère d'Hélène Carrère d'Encausse. Ed. Flammarion. 378 pages. 85 F.



Leonid Brejnev et le général Jaruzelski à Moscou en mars 1983 (AFP)

## « Andropov au pouvoir »

de Jaurès Medvedev

Aujourd'hui quand la presse occidentale mentionne le nom d'Andropov — que l'on n'a plus vu depuis des semaines et que l'on dit grandement malade — c'est pour se demander qui va lui succéder et quand. Du coup, par son titre plus que par son objet réel, le petit livre de Jaurès Medvedev — un ancien dissident soviétique ayant émigré en Grande-Bretagne — peut sembler quelque peu hors d'actualité à un moment où il n'est plus question que de savoir qui, justement, pourrait bientôt prendre la place d'Andropov à la tête de la bureaucratie soviétique.

Le livre de Medvedev, écrit dans les mois qui ont suivi l'accession d'Andropov, fin 1982, au poste de secrétaire général du PC soviétique, se présente comme une biographie politique rapide d'Andropov — qui était encore un dirigeant soviétique fort peu connu du grand public, il y a à peine un an —. Mais surtout, il dresse un tableau plus général de l'évolution de la politique du Kremlin, en insistant sur la période brejnevienne.

Pour ce qui concerne Andropov lui-même, Medvedev explique en introduction n'avoir pas voulu se laisser influencer par son passé récent de dissident ayant été en butte aux poursuites du KGB, cette police politique dont Andropov était le chef avant d'accéder au pouvoir suprême. Et l'on doit constater que ce souci « d'objectivité » a peut-être poussé Medvedev à forcer la note quand il veut à tout prix présenter Andropov comme un « libéral ».

Il insiste ainsi sur le fait qu'à l'époque où Andropov



Youri Andropov en juin 1983 (AFP)

était ambassadeur en Hongrie — en 1956 et donc au moment de l'insurrection ouvrière — il n'aurait pas été mêlé à diverses arrestations et n'aurait pas non plus été un des partisans de la répression la plus dure. Après tout, cela ne serait pas impossible, mais on se demande quand même si ce sont ses qualités de « libéral » dans l'affaire hongroise qui lui ont valu, dès 1957, d'être promu au poste de secrétaire du comité central chargé des « relations avec les pays socialistes ».

Au-delà de cet aspect discutabile (mais on manque évidemment d'éléments pour en juger) de la caractérisation des membres des sommets de la « nomenklatura », ce livre reste intéressant par la description que Medvedev fait des rouages, de la hiérarchie de la bureaucratie soviétique, et des mœurs qui règnent en son sein. Au passage, Medvedev décrit par le menu les trafics d'influence ou de matériels divers qui sont

apparemment la règle avec la complicité active de l'appareil du parti, quand ce n'est pas lui qui les organise carrément comme en Géorgie. Pour signaler l'importance du chauvinisme « grand-russe » (dont il se démarque), Medvedev rapporte par exemple que les rivaux d'Andropov n'hésitaient pas, en 1982, à insister sur le fait que sa mère était juive et à faire courir le bruit que son véritable nom serait Andropian, cette origine arménienne pouvant le disqualifier dans la course au pouvoir au sein d'une haute bureaucratie dominée par les Russes. (Mais apparemment cela n'a pas été suffisant et Andropov avait d'autres atouts, comme sa mainmise sur le KGB).

Sur cet aspect limité de la réalité soviétique, un petit livre qui n'est pas inintéressant.

Samuel LATAN

Andropov au pouvoir de Jaurès Medvedev. Ed. Champs - Flammarion. 251 pages. 28 F.

## Deux livres sur les origines de l'homme

Lucy, une jeune femme de 3 500 000 ans de Donald Johanson et Maitland Edey, et *Le singe, l'Afrique et l'Homme* de Yves Coppens, qui viennent de paraître presque simultanément en France, quoique bien différents par leur forme et leur plan, ont en commun d'avoir été écrits par des paléontologues ayant dirigé certaines des fouilles les plus récentes, dont les résultats ont modifié la manière de concevoir les origines de l'homme.

Depuis la découverte en Ethiopie, en 1974, du squelette fossile qui fut baptisé Lucy, la preuve est faite qu'il y a trois millions cinq cent mille ans, existaient déjà des primates possédant la station debout parfaite, cette marche bipède qui caractérise aujourd'hui les hommes parmi tous les mammifères. Mais ces ancêtres lointains de notre espèce ne possédaient encore qu'un cerveau du même ordre de grandeur que celui des chimpanzés.

Comment et pourquoi ces primates bipèdes sont-ils apparus ? Comment et pourquoi leur évolution a-t-elle mené vers cette espèce à gros cerveau, douée de la capacité de la pensée abstraite, qui est la nôtre ? Les fossiles ne répondent évidemment pas directement à cette question.

Coppens insiste sur la corrélation qui existerait entre l'évolution climatique de l'Est de l'Afrique, et l'apparition des Australopithèques bipèdes, puis l'expansion du genre

Homo (le nôtre) dans cette région. Selon lui, la formation d'un vaste fossé d'effondrement, la Rift Valley qui sépare aujourd'hui l'Est africain du reste du continent, a pu entraîner, il y a environ six millions d'années, une différenciation climatique entre la partie orientale, devenue région de savane, et la partie occidentale, où la forêt a continué à régner.

« Gorilles et chimpanzés pourraient représenter les descendants de ceux de nos ancêtres qui se seraient trouvés dans un paysage couvert : Australopithèques et hommes, les descendants de ceux de nos ancêtres qui, isolés par un accident tectonique devenu peu à peu une barrière écologique, se sont trouvés confrontés à un climat qui se dégradait sans cesse, et ont dû s'adapter à un paysage ouvert », écrit Yves Coppens.

Quant à Johanson, il s'interroge sur les raisons qui ont pu faire que la bipédie, ce mode de propulsion irrationnel du point de vue mécanique, ait pu être sélectionnée par l'évolution, des centaines de milliers d'années avant (ce que semble montrer sa découverte) qu'elle ait permis l'utilisation et la fabrication des outils qui ont donné à leurs utilisateurs un avantage considérable dans la lutte pour la vie, et il penche pour un problème de « stratégie de la reproduction ».

Selon lui, les singes anthropoïdes se sont fourvoyés dans une « stratégie de reproduction » qui les amenait à une

impasse, en voyant s'allonger la durée de la période pendant laquelle la mère doit s'occuper des petits, en même temps que le mode de vie arboricole ne lui permettait pas d'élever plus d'un petit à la fois, ce qui fait que les femelles des chimpanzés par exemple ne peuvent donner naissance qu'à un petit tous les cinq ans, ce qui est peu pour assurer le développement de l'espèce. La bipédie, avec la vie au sol qu'elle entraîne, jointe au développement de l'espèce, de la vie sociale de nos lointains ancêtres, au partage de la nourriture, à la protection des mères et des petits par le groupe, aurait pu permettre une « stratégie de reproduction » plus favorable à l'expansion des Homos.

De toute manière, ces hypothèses, même si elles se confirment, sont bien loin de résoudre toutes les questions qui se posent à propos de l'évolution des primates en particulier, et encore plus à propos de l'évolution des êtres vivants en général.

Mais la lecture des livres de Coppens et de Johanson permet de mesurer au moins tout le chemin qui a été parcouru sur le plan des idées comme sur celui des découvertes matérielles, depuis que Darwin a scandalisé tous les bigots de son temps, pour qui la Bible et sa Genèse avaient force de loi, en laissant entendre que l'homme descendait du singe.

François DUBURG



### • « Lucy, une jeune fille de 3 500 000 ans »

de Donald Johanson et Maitland Edey

Si les auteurs sont deux, le livre est entièrement écrit à la première personne du singulier, comme si c'était le seul Johanson qui parlait.

Mais ce ne sont pas ses seules découvertes personnelles (Lucy, et quelques autres) que Johanson a entrepris de nous conter. C'est d'abord toute l'histoire de la paléontologie humaine, ensuite — et ces quatre cents pages denses se lisent comme un roman policier — celle de la véritable enquête livrée par quelques équipes de chercheurs dans l'Est africain, à la recherche de nos ancêtres.

Et ce livre est riche par bien des aspects, tant par ce qu'il apprend sur l'évolution de l'humanité, que par ce qu'il montre sur la manière dont l'humanité actuelle se penche sur la recherche de ses ancêtres.

On voit en effet dans ce livre des paléontologues de chair et d'os, avec leurs qualités et leurs défauts personnels et sociaux. On voit comment fonctionne la recherche dans notre société, comment elle est financée, comment d'éminents savants peuvent être paralysés par des problèmes de vanité personnelle, ou des préjugés religieux, ou patriotiques. Comment le souci de faire carrière se combine avec le désir de chercher. Comment aussi (à propos des événements d'Ethiopie des années 1970) nos spécialistes du passé ont

tendance à ne voir dans l'histoire du présent que les répercussions favorables ou défavorables sur les conditions de leurs recherches.

Johanson nous fait voir aussi les anonymes des expéditions de fouille, non seulement les scientifiques moins connus du grand public, mais aussi le petit peuple des ouvriers, cuisiniers, chauffeurs, recrutés sur place, et les relations des chercheurs avec les populations locales. Et cet aspect-là du livre n'est pas dénué d'intérêt.

On peut certes penser que dans certaines polémiques scientifiques ou parascientifiques l'auteur — pour cause — se donne peut-être le beau rôle. Mais ce tableau concret du monde de la recherche paléontologique, ces portraits hauts en couleur vaudraient à eux seuls la lecture de l'ouvrage.

Quant au contenu scientifique, Johanson (et Maitland) ont manifestement le don de rendre simples les choses les plus compliquées. Et sous leur plume, les méthodes de datation les plus sophistiquées deviennent claires pour le non-spécialiste.

En bref, un voyage dans l'histoire de la paléontologie et dans l'Est africain que le lecteur ne regrettera pas.

F.D.

Lucy de Donald Johanson et Maitland Edey. Ed. Robert Laffont. 427 pages. 98 F.

### • « Le singe, l'Afrique et l'Homme »

d'Yves Coppens

En moins de 150 pages (deux heures de lecture), Coppens a entrepris de faire le point sur la manière dont on peut aujourd'hui concevoir la manière dont l'évolution a donné naissance à l'espèce humaine.

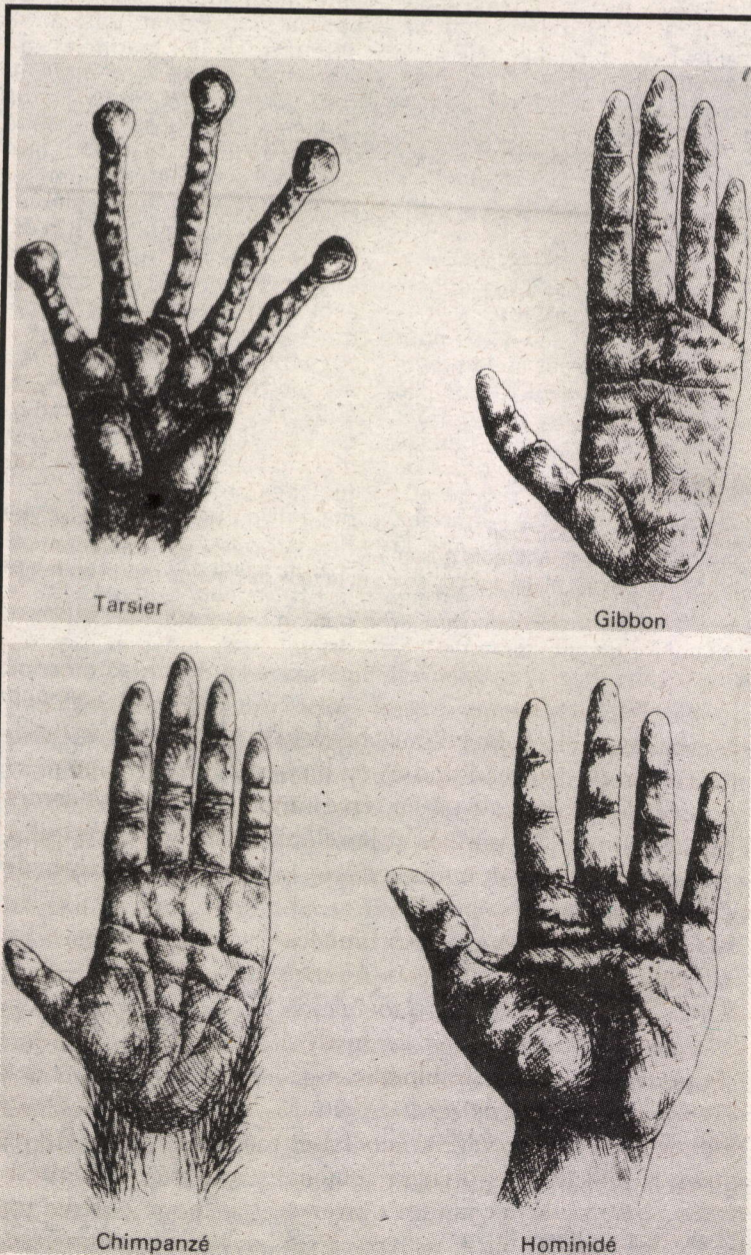
Si le premier tiers de l'ouvrage est quelque peu rébarbatif pour le profane (parce que la généalogie supposée des primates et des singes est peu connue du grand public et que les différents noms d'espèces fossiles ou actuellement existantes cités ne sont guère évocateurs), le lecteur sera sans doute plus à

l'aise dans les cent dernières pages du livre qui traitent de l'apparition et de l'évolution de la lignée humaine proprement dite.

*Le singe, l'Afrique et l'Homme*, c'est en quelque sorte la généalogie de notre espèce, telle — à quelques nuances près — que la plupart des scientifiques la conçoivent aujourd'hui, pour les lecteurs pressés.

F.D.

Le singe, l'Afrique et l'Homme d'Yves Coppens. Ed. Fayard. 148 pages. 49 F.



Tous les primates sont adroits grâce à leurs doigts flexibles aux ongles plats, mais les différentes formes de leur main reflètent les différentes stratégies de locomotion et de survie de leurs possesseurs. Le tarsier, qui saute et s'accroche, a des coussinets digitaux très larges qui lui permettent de s'agripper aux branches. La main du gibbon a des doigts longs et puissants qu'il utilise comme des crochets pour se balancer. Le chimpanzé, animal semi-arboricole et semi-terrestre, possède une très grande dextérité et il lui est possible de manier des instruments rudimentaires. Il a un pouce opposable relativement bien développé, mais celui-ci est trapu et touche l'index par le côté et non par le bout. Dans la main hominienne, le pouce est beaucoup plus grand, et il est tourné de façon à faire face à l'index. C'est un accompagnement logique de la bipédie, qui améliore considérablement la dextérité. Il semble que tous les hominidés aient eu ce type de main — même *afarensis*, le plus ancien connu à ce jour. Sa main peut difficilement être distinguée de celle d'un homme moderne.

(Photo et légende tirées du livre de Donald Johanson et Maitland Edey).

# BANQUES

## 24 heures de grève dans les banques pour la revalorisation des salaires.

□ Le vendredi 3 février, banquiers et syndicats se sont réunis pour discuter des salaires 1984. La CGT, FO, le SNB (CGC) d'un côté, la CFDT de l'autre, appelaient l'ensemble de la profession bancaire à 24 heures de grève. Celle-ci a été suivie par 40 à 60 % du personnel selon les villes. Des centaines d'agences étaient fermées. On n'avait pas vu cela depuis plusieurs années.

A Paris, une manifestation a rassemblé 2600 employés, du siège de l'AFB, syndicat patronal, au ministère des Finances. Parmi nos slogans : « Oui à la rigueur pour les spéculateurs, non à la rigueur pour les travailleurs. » - « Nous ne sommes pas des nantis, laissez-nous nos acquis ». - « Augmentez nos salaires, réduisez nos horaires ». - « Mitterrand, Mauroy, assez de cadeaux au patronat ».

CREDIT LYONNAIS (région parisienne)

## Succès de la journée de grève du 3 février

La journée de grève du vendredi 3 février a été bien suivie au Crédit Lyonnais. Cela faisait longtemps qu'une grève n'avait pas entraîné tant de monde.

Depuis plus d'un mois, le mécontentement montait parmi le personnel sur le problème des salaires. Suivant et citant abondamment les consignes gouvernementales, les banquiers avaient annoncé que la masse salariale ne devait pas augmenter de plus de 5 % en 1984, y compris « l'effet report » des augmentations de 1983.

Dès le 16 décembre, une partie du personnel a fait une journée de grève, puis une autre journée, davantage suivie, le 13 janvier. Mais un bon nombre d'employés ne pensaient pas que les augmentations individuelles de fin d'année et les augmentations générales pourraient être aussi maigres que ce que les militants syndicaux annonçaient.

Le 31 janvier, l'Association Française des Banques, qui regroupe les directions de toutes les banques, a annoncé 8 points d'augmentation pour tous (88 F) comme rattrapage du pouvoir d'achat sur 1982-1983, ce qui est loin de faire le compte. Le même jour, au Crédit Lyonnais, les directions de services annonçaient l'attribution au compte-gouttes des points individuels de fin d'année, très peu de personnes en recevant. La colère a tout de suite grondé dans certains services.

Au service Documentaires, 120 personnes sur 180 ont débrayé spontanément et se sont réunies pour discuter. Au Courrier des Agences, où 8 personnes sur 48 ont eu des points, le personnel débraye chaque jour depuis le 31 janvier. Au service des Mutuelles,

à l'annexe de Levallois, le mardi 1<sup>er</sup> une partie des employés a débrayé une heure en fin de journée car le chef de service, absent, ne s'était pas donné la peine de faire en sorte que les employés soient informés de la distribution des points.

En fait le mécontentement touchait tout le personnel, même les rares employés ayant reçu quelque chose et trouvant que cela ne faisait pas le compte et qui, comme au DAT, à la tour de la Défense, étaient solidaires de ceux qui n'avaient rien eu.

Dans différents services, les chefs se sont déchargés sur leurs subalternes pour annoncer le saupoudrage des mesures individuelles. Ils étaient dans leurs petits souliers...

Cela n'a pas toujours réussi. Par exemple à la Comptabilité DOE (Levallois) les chefs de groupe ont refusé, répliquant que ce n'était pas eux qui avaient opéré des coupes sombres dans la distribution et qu'il n'y avait pas de raisons qu'ils se fassent eng... à la place des responsables.

Bref, le mardi 31 janvier, l'ambiance était à la grève pour le 3 février. Des gens qui n'avaient jamais fait grève s'y apprêtaient cette fois. Ici où là on voyait par exemple des secrétaires qui n'avaient jamais débrayé dire qu'elles suivraient le mouvement, ulcérées que leurs chefs ne les aient même pas reçues, conscientes du peu de cas qu'ils font d'elles.

Aussi si le nombre de gens qui se sont déplacés pour venir manifester a été moins important que le 13 janvier (600 contre 800), la grève a été par contre très largement suivie. Plus de 50 % du personnel a fait grève dans de nombreux servi-

ces, 25 à 30 % en moyenne dans les agences, entraînant la fermeture de beaucoup d'agences et d'antennes.

Durant la journée, alors que 2500 employés des différentes banques parisiennes manifestaient en direction du ministère de l'Economie et des Finances, l'AFB annonçait la couleur pour 1984 : 1 % d'augmentation au 1<sup>er</sup> juillet et 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1985 !

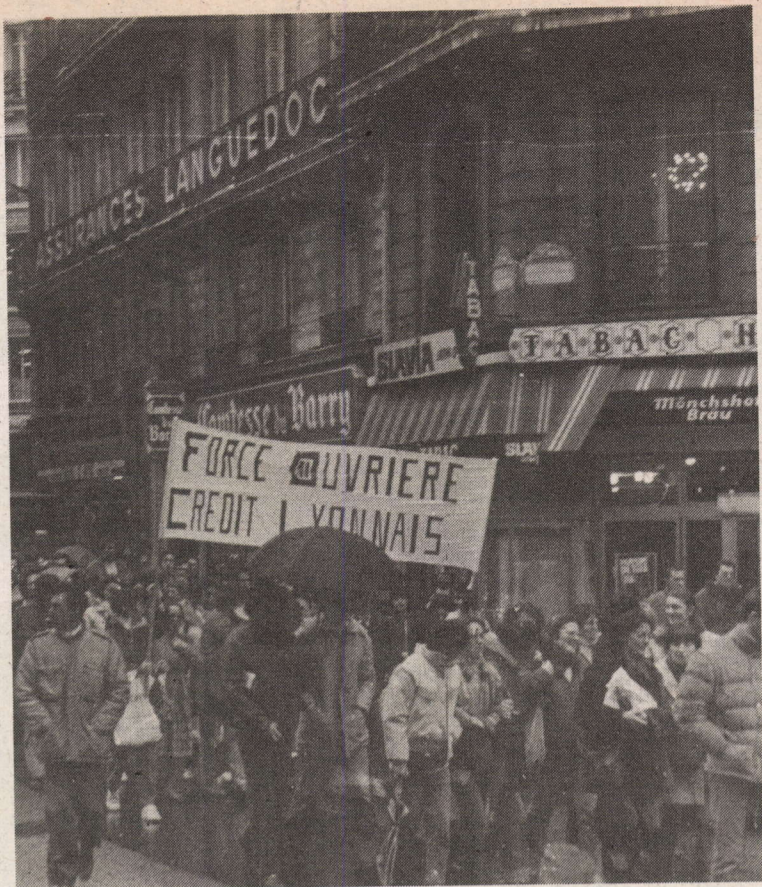
Face à cette offensive sans précédent contre nos salaires, il est clair pour tous que c'est une lutte décidée et difficile qu'il faudrait mener. La grève de Talbot revient dans les discussions.

Les grévistes sont contents d'avoir marqué le coup le 3 février. Seule une minorité est pour l'instant prête à continuer et à faire une grève dure. Certains se demandent si on ne pourrait pas faire une lutte à l'économie, comme la grève du zèle par exemple, ou le boycott des campagnes commerciales de la direction. D'autres demandent leur mutation, d'autres encore veulent déposer leur cas individuel en Commission Paritaire.

Beaucoup d'employés pensent que, le blocage des salaires venant de la politique gouvernementale, c'est au niveau de toutes les professions et de tout le pays qu'il faut faire quelque chose. Des employés disent par exemple : « On aurait dû se mettre avec la SNCF et la RATP » où des grèves sont annoncées les 8 et 9 février.

Une nouvelle réunion paritaire est prévue le 20 février, entre les syndicats et les banquiers, et certains employés disent qu'il faudra refaire grève à cette occasion.

Correspondant LO



## Démocrates musclés

Pendant la manifestation, rue Lafayette, le service d'ordre de tête de la CGT a bousculé et arraché violemment les tracts à des diffuseurs du Syndicat Démocratique des Banques, syndicat de la BNP formé par des militants venant de la CFDT.

Ce tract attaquait avec virulence les dirigeants de la CGT et des autres confédérations syndicales.

Comme quoi, à la CGT, certains n'ont pas rompu avec les méthodes stalinienne.

A LA BNP Paris

## « 1 % au 1<sup>er</sup> juillet, c'est de la provocation »

Lundi, les résultats de la réunion paritaire (1 % au 1<sup>er</sup> juillet 1984, 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 1985) firent l'effet d'une douche froide, aussi bien à la BNP Bergère (centre de 2500 personnes) qu'à la BNP Barbès (centre de 3000 personnes).

Un collègue disait : « Cela fait 35 ans que je travaille à la BNP, je n'ai jamais vu ça ». Un autre : « C'est tout ? Je ne pensais pas qu'ils oseraient nous donner si peu ! ». Mais aussi : « Ils se foutent de nous ».

C'est vrai que 1 % pour l'année 1984, c'est de la provocation, alors que les affaires de la BNP vont très bien. Pour 1983, elle annonce une hausse de ses bénéfices de l'ordre de 25-30 %, surtout grâce à ses affaires réalisées à l'étranger. Et lorsque l'on sait que la hausse moyenne des actions cotées en Bourse à Paris a été de 15 % au mois de janvier 1984, il y a de quoi dire que 1 % de plus pour nos salaires, c'est inacceptable.

Dans plusieurs services, beaucoup d'employés marquaient leur indignation devant la présentation aux actualités régionales, vendredi sur FR3,

des employés comme des « nantis ». En effet un journaliste disait que les employés de banques n'avaient pas à se plaindre : « Ils gagnent en moyenne 7.000 F par mois et sont payés 16 mois dans l'année ». En fait, le salaire d'embauche est de 4.015 F brut à la BNP — à peine supérieur au SMIC —, nous sommes payés sur 14,5 mois et il n'est pas rare de voir, au bout de 10 ans d'ancienneté, des salaires avoisinant les 5.000 F net par mois.

Le climat n'était certes pas à se mettre en grève tout de suite. Mais chacun discutait de ce 1 %, des hausses de loyer, des charges, de l'électricité, du fuel, des produits alimentaires, des difficultés pour boucler les fins de mois.

Bon nombre d'employés de la BNP pensent qu'il ne faudra pas en rester là, mais qu'il faudra faire beaucoup plus qu'une nouvelle journée d'action. Tout le monde a bien conscience que, pour faire céder les banquiers et le gouvernement, le seul moyen c'est de se mettre en grève, et pas seulement dans les banques.

Correspondant LO

BNP Bordeaux

## Le centre administratif a suivi la grève

C'est à Bordeaux, au Centre Administratif et au Centre de Traitement Informatique, regroupant 550 personnes, que se traitent les différentes opérations de la BNP dans le Sud-Ouest.

Le 3 février, la grève des banques a été suivie par 65 % du personnel du Centre Administratif : des salles de travail étaient quasiment désertes, voire fermées.

Les employés, bien sûr, et, ce qui est notable, 60 % des gradés et 20 % des cadres, ont donc tenu à marquer le coup et à répondre présent à l'appel des syndicats, donnant ainsi un avertissement aux banquiers et au gouvernement.

Cela dit, il faut noter que l'appel des syndicats à se rassembler aux portes de l'entreprise le matin de la grève a été peu suivi. C'est seulement un

petit groupe de grévistes qui s'est rendu au siège de l'AFB.

Après ce premier mouvement, chacun s'interroge. Certains aimeraient bien aller plus loin, mais beaucoup n'envisagent pas dans l'immédiat un mouvement dur, même si les résultats des négociations (1 % en juillet) apparaissent à tous comme ridicules.

## Circulez, il n'y a rien à faire

La grève de vendredi 3 février ayant été très bien suivie par tout le personnel du Crédit Lyonnais, le volume de travail au service Bourse était réduit.

La direction, ne sachant que faire des quelques employés présents, leur a accordé une sortie anticipée.

Dur, dur pour la direction : la grève était tellement suivie qu'elle n'a pas réussi à trouver du travail pour ceux qui étaient venus pour ça.

Extrait du Bulletin Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais Richelieu-Grétry-Ménars (Paris)